

Monde politique et secteur associatif en Belgique

UNE PREMIÈRE EXPLORATION DU PAYSAGE POLITIQUE
ET DE LA TRADUCTION DES POINTS DE VUE EN PRÉSENCE
DANS LES ACCORDS DE GOUVERNEMENTS



Fondation
Roi Baudouin

Monde politique et secteur associatif en Belgique

UNE PREMIÈRE EXPLORATION DU PAYSAGE POLITIQUE
ET DE LA TRADUCTION DES POINTS DE VUE EN PRÉSENCE
DANS LES ACCORDS DE GOUVERNEMENTS

version
provisoire

CRISP
Pierre Blaise
Caroline Sägesser

ISPO-KUL
Marc Swyngedouw

KUB
Patrick Vander Weyden

Décembre 2005

Monde politique et secteur associatif en Belgique

Une première exploration du paysage politique et de la traduction des points de vue en présence dans les accords de gouvernements

Deze publicatie is eveneens verkrijgbaar in het Nederlands onder de titel :

‘De politiek en het maatschappelijk middenveld. Een eerste verkenning van het politiek landschap en de vertaling van de standpunten in de verschillende regeerakkoorden in België.’

Une publication de la Fondation Roi Baudouin,

rue Brederode 21 à B-1000 Bruxelles

Auteurs

- Pierre Blaise, CRISP
- Caroline Sägesser, CRISP
- Marc Swyngedouw, ISPO - Katholieke Universiteit Leuven
- Patrick Vander Weyden, Katholieke Universiteit Brussel

Coordination pour la Fondation Roi Baudouin

- Guido Knops, directeur
- Saïda Sakali, responsable de projet
- Fabrice de Kerchove, responsable de projet
- Pascale Crikemans, assistante
- Mathieu Molitor, assistant

Graphisme

Tabeoka

Cette publication peut être téléchargée gratuitement sur le site www.kbs-frb.be

Dépôt légal: D/2005/2848/26

ISBN: 2-87212-478-0

Décembre 2005

Avec le soutien de la Loterie Nationale.

Table des matières

Avant-propos	6
Introduction	7
CHAPITRE 1 LES POINTS DE VUE DES PARTIS POLITIQUES	9
LES PARTIS FLAMANDS	10
LA PLACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS	10
LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS	11
L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES PARTIS	16
L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES GOUVERNEMENTS	20
PROJETS RÉCENTS	21
LES PARTIS FRANCOPHONES	23
LA PLACE ET LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS	23
L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES PARTIS	27
L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES GOUVERNEMENTS	29
PROJETS RÉCENTS	30
CHAPITRE 2 LES ACCORDS DE GOUVERNEMENT ET LEUR MISE EN ŒUVRE	33
ACCORD DE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	34
ACCORD DU GOUVERNEMENT FLAMAND	35
ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE	36
ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	39
ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION WALLONNE	39
ACCORD DU COLLÈGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE	42
ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE	42
Pour conclure	43-44
Sommaire	45
Synthèse	46-47

Avant-propos

En Belgique, comme dans bon nombre d'autres pays européens, les associations occupent une place de plus en plus importante dans la société, que ce soit en remplissant des missions d'intérêt général ou en apportant des solutions novatrices aux nouveaux défis sociaux.

Depuis quelques mois, le secteur associatif et les pouvoirs publics souhaitent s'engager dans un processus de dialogue afin de clarifier et d'affiner leurs engagements mutuels.

La Fondation Roi Baudouin s'attache à aider le secteur associatif à optimiser l'impact de son action. Pour ce faire, il est essentiel de mieux comprendre les relations qu'entretiennent depuis longtemps le monde politique et la société civile et de faire le point sur les nouveaux modes de coexistence et de complémentarité. Tel est précisément l'objectif de l'étude réalisée par le CRISP et la Katholieke Universiteit Leuven (ISPO) en collaboration avec la Katholieke Universiteit Brussel, en préparation à la journée d'étude « Etat et Associations : l'entente cordiale? » (Bruxelles, 6 décembre 2005).

La Fondation souhaite remercier les auteurs de l'étude ainsi que les institutions et partis politiques qui ont été sollicités dans le cadre de cette première exploration de la place qu'occupe le secteur associatif dans le monde politique belge.

Fondation Roi Baudouin
Décembre 2005

Dans le cadre de la préparation de la journée d'étude « État et associations : l'entente cordiale ? », la Fondation Roi Baudouin a confié à l'ISPO-KUL¹ et à la KUB², d'une part, au CRISP³, d'autre part, une étude destinée à éclairer deux facettes complémentaires de la question.

La première de ces facettes concerne le point de vue des partis politiques à l'égard des relations que le monde politique doit entretenir avec la société civile. Les principaux partis francophones et flamands ont été sollicités afin qu'ils présentent leurs positions sur base de leurs derniers programmes électoraux et sur base de positions qu'ils ont adoptées récemment.

La seconde de ces facettes a trait à la manière dont les accords de gouvernement aux différents niveaux de pouvoir ont pris en compte le monde associatif dans leur programme de législature et dans quelle mesure leurs projets ont été mis en œuvre.

Le cœur de l'étude est donc la société civile, que l'on désigne en néerlandais sous le vocable de « middenveld » (« champ intermédiaire »). Relativement récente dans le sens qu'elle a aujourd'hui, l'expression de société civile désigne l'auto-organisation des citoyens, en dehors de l'État, du monde politique et du monde économique. Elle se confond généralement avec « monde associatif » ou avec « associations ». Mais davantage que ces termes, la notion de société civile désigne des organisations citoyennes jalouses de leur indépendance à l'égard de l'État et des partis, et attentives à l'implication concrète de leurs membres. La question de l'appartenance des syndicats à la société civile ainsi que celle de son articulation avec les Églises sont particulièrement d'actualité.

Aussi, dans cette étude, nous ne nous intéressons pas prioritairement aux grandes organisations traditionnelles comme les syndicats ou les mutualités, même si ces organisations peuvent également être prises en considération. La société civile y est plutôt définie comme l'ensemble des associations qui, dans toute leur diversité, s'occupent de questions de société. Cela peut aller des associations de coopération au développement aux comités de quartier, des groupes d'action aux associations de défense de l'environnement ou des consommateurs, des associations œuvrant dans le secteur de l'action sociale à celles actives dans le domaine culturel...

La présente publication présente tout d'abord les points de vue des partis politiques, en abordant successivement les partis flamands puis les partis francophones. Dans une deuxième partie, sont analysés les accords de gouvernement et le début de leur mise en œuvre.

¹ Instituut voor Sociaal en Politiek Opinioneonderzoek (ISPO), Katholieke Universiteit Leuven (KUL).

² Katholieke Universiteit Brussel (KUB).

³ Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP).

Chapitre 1

LES POINTS DE VUE DES PARTIS POLITIQUES

Les partis politiques comptant une représentation dans au moins une assemblée législative fédérale, régionale ou communautaire ont été interrogés directement sur leurs pratiques et leurs positions en regard des liens entre société civile et monde politique. Pour la partie flamande, ont été sollicités : le CD&V, le Vlaams Belang, le VLD, le SP.A, Groen!, ainsi que les deux partis issus de la Volksunie et présents en cartel lors des dernières élections (respectivement avec le CD&V et avec le SP.A), la N-VA et Spirit. Du côté francophone, ont été approchés le PS, le MR et sa composante FDF, le CDH, Écolo et le Front national.

Tous les partis ont reçu le même questionnaire. Il porte successivement sur la place accordée à la société civile dans les programmes des partis politiques et sur le rôle qui lui est réservé, sur l'association de la société civile aux décisions au sein des partis, sur son association à la prise des décisions des différents gouvernements, et sur les projets récents des partis à l'égard du monde associatif.

L'exposé qui suit présente le point de vue des partis politiques tel qu'ils l'expriment dans leurs programmes électoraux, dans des notes internes ou dans leurs réponses aux questions qui leur ont été adressées. Il ne s'agit donc pas d'une analyse des pratiques des partis ou de leurs mandataires, mais bien d'une présentation – ordonnée selon un canevas commun – de leurs conceptions et de leurs intentions.

LES PARTIS FLAMANDS

Du côté flamand, le questionnaire se composant de cinq questions ouvertes a été envoyé aux présidents des partis CD&V, N-VA, Vlaams Belang, VLD, SP.A, Spirit, Groen!. Nous livrons ci-dessous les réponses que les présidents de parti ont envoyées. Tous les partis politiques à l'exception du CD&V ont structuré leurs réponses par question. Le service d'étude du CD&V a pour sa part envoyé le texte « Naar een nieuwe relatie tussen Vlaamse christen-democratie en het middenveld (2002)⁴ ».

1. LA PLACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS

Dans quelle mesure le rôle que la société civile doit ou peut jouer dans la société est-il développé dans le programme de votre parti ?

Selon le **CD&V**, le texte « Naar een nieuwe relatie tussen Vlaamse christen-democratie en het middenveld » (2002) est révélateur de la manière dont le parti voit sa relation avec la société civile.

La **N-VA** a discuté de la relation entre société civile et pouvoirs publics durant son premier congrès à destination des membres « Voor zes miljoen Vlamingen vandaag én morgen » (Leuven, 4-5 mai 2005). Les positions adoptées à l'époque n'ont pas changé depuis et restent donc d'actualité, d'après la N-VA.

Le **Vlaams Belang** renvoie entre autres à son programme 2004-2005 et à sa vision sur le projet de décret « Strategische Adviesraden » (2003), plus concrètement aux points de vue (1) sur la distinction entre « consultation » et « concertation », le SERV (Conseil économique et social de Flandre) et la consultation obligatoire concernant les arrêtés d'exécution ; (2) sur la publicité de l'administration, le rôle et la représentativité des conseils consultatifs stratégiques et (3) sur la relation entre le décret et les décrets par conseil consultatif.

Le **VLD** renvoie à la déclaration de principe qu'il a rédigée en 1992 lors de la création du parti. Le VLD affirme par ailleurs que les positions de la déclaration de principe ont été développées durant le « Congres Burgerdemocratie » (1993).

⁴ www.cdenv.be

D'après le **SPA**, la société civile joue un rôle crucial dans la construction d'une société solidaire, ce qui ressort d'ailleurs de son programme.

Aux dires de **Spirit**, les termes « participation » et « démocratie intégrale » parcourent le programme du parti comme un fil rouge. Autrement dit, la société civile classique est et reste un des partenaires de la participation. Spirit entend en outre offrir des chances de participation à de nouvelles associations de la société civile, telles que les quartiers, les groupements d'habitants, les comités d'action,...

Selon **Groen!**, le concept de « démocratie dialogique » est révélateur de sa vision, comme l'illustrent les résolutions du volet démocratie de son congrès politique de 2002 et des programmes électoraux de 2003 et 2004.

2. LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS

Dans quelle mesure le rôle que la société civile doit ou peut jouer dans la société est-il développé dans le programme de votre parti ?

Pouvez-vous décrire le rôle que la société civile doit jouer dans la société sur base du programme de votre parti pour les élections fédérales de 2003 et régionales et communautaires de 2004, ou sur base de positions adoptées par votre parti dans d'autres circonstances récentes ?

Pour le **CD&V**, il existe, sur le plan politique aussi, un lien étroit entre la démocratie chrétienne et la société civile. La démocratie chrétienne aspire à une société organisée de manière démocratique sur des fondations chrétiennes. Autrement dit, la démocratie chrétienne est une doctrine sociale et un mouvement politique qui, via des procédures démocratiques, prend la défense des formes de collectivité (la famille, le quartier, l'association, le mouvement social, l'atelier,...) où des gens se rencontrent, se reconnaissent comme êtres humains et assument des responsabilités les uns pour les autres, d'après le CD&V.

La démocratie chrétienne croit en effet dans le potentiel certes fragile mais incontestable de l'être humain « à faire le bien ». D'après le CD&V, on peut voir ce potentiel à l'œuvre tous les jours dans toutes les formes possibles de communauté. Dans les mouvements de jeunesse, un jeune homme prend la responsabilité d'un groupe d'enfants. Dans la famille, les parents s'occupent des enfants et les enfants font de même avec leurs parents. À l'école, l'institutrice s'investit pour les élèves en mettant sur pied une pièce de théâtre. Une jeune femme s'engage pour un monde plus équitable. Une femme d'âge moyen organise, en collaboration avec la paroisse, un après-midi récréatif pour les seniors. Une personne retraitée s'implique dans l'association écologique locale pour la conservation d'un milieu sain. Partout et chaque jour, des gens prennent des responsabilités les uns pour les autres et pour leur entourage. La démocratie chrétienne veut, d'après le CD&V, soutenir toutes ces formes de communauté où des gens assument des responsabilités et se préoccupent les uns des autres.

Telle est le sens politique de la fraternité, selon le CD&V. Il appartient à l'État de soutenir les formes de collectivité où des gens prennent des responsabilités. La démocratie chrétienne est convaincue du fait que l'autorité ne peut offrir aux gens la reconnaissance dont ils ont tant besoin. Elle ne peut favoriser le bien-être qu'indirectement, via le soutien de formes authentiques de communauté.

La fraternité au sens politique est en contradiction flagrante avec la démocratie citoyenne, d'après le CD&V. La démocratie citoyenne est une illusion politique et sociale car elle croit erronément que l'autorité, dans une relation directe au citoyen, peut reconnaître les gens dans toute leur diversité.

D'après le CD&V, la reconnaissance n'est possible que dans une sphère de proximité. L'autorité ne peut pas aspirer à cette proximité puisqu'elle doit avant tout remplir le rôle d'arbitre et de gardien de la sécurité.

L'autorité doit proposer des structures claires, maîtriser les conflits et faire respecter les normes. Deuxièmement, selon le CD&V, la reconnaissance n'est possible que lorsqu'on apprécie la diversité entre les gens. La démocratie citoyenne qui ne parle que du citoyen, masque en fait les différences entre les gens. La démocratie citoyenne ne mène pas une politique qui part des préoccupations concrètes des différents groupes de gens (enfants, jeunes, familles, allochtones, malades, personnes défavorisées, chômeurs, entrepreneurs, seniors,...) Elle mène une politique qui néglige les différences. Et la reconnaissance n'est possible que si on respecte les différences, d'après le CD&V.

La société civile, en tant qu'éventail complexe d'organisations bénévoles regroupant des gens qui, indépendamment du marché et de l'autorité, prennent des responsabilités, les uns pour les autres, pour l'environnement, pour la famille, pour le tiers monde, pour l'avenir..., est tout simplement un interlocuteur privilégié de la démocratie chrétienne. Qui plus est, plusieurs organisations de cette société civile sont d'inspiration chrétienne et dès lors étroitement apparentées à la démocratie chrétienne. Celle-ci a conscience qu'une société humaine, sûre et solidaire n'est possible que sur base de formes de collectivité où des gens cherchent ensemble le bien-être et le bonheur. Pour le CD&V, une politique démocrate-chrétienne se doit dès lors de soutenir pleinement ces formes de collectivité.

D'après la **N-VA**, entre le Flamand individuel et l'autorité sous toutes ses facettes se trouve ce qu'on appelle la société civile, un tissu de toutes sortes d'associations : pas seulement des associations de défense d'intérêts sociaux, comme les syndicats ou les mutuelles, mais aussi une riche palette d'organisations aux objectifs culturels, sportifs, politiques, récréatifs ou autres. Il est communément accepté que la participation active d'un individu à une association le rend socialement plus fort et plus heureux, qu'il s'agisse d'un club sportif, d'un syndicat ou d'un parti. D'après la N-VA, il appartient aux pouvoirs publics de soutenir activement la vie associative, entre autres en mettant à sa disposition des infrastructures et si nécessaire des subventions. À côté de cela, il importe d'œuvrer à un statut fiscal et socio-juridique pour le bénévolat, en vue évidemment de l'encourager et de le rendre plus accessible aux personnes qui vivent d'un revenu de remplacement (pensionnés, chômeurs ou personnes handicapées, par ex.). Pour la N-VA, il existe en dehors du marché régulier du travail des possibilités de se rendre utile dans et pour la société. Ce n'est pas au gouvernement d'imposer la neutralité politique ou philosophique aux associations (décompartimentage). Les gens peuvent se réunir sur la base de leur conviction politique, par exemple dans des syndicats d'une certaine couleur, ou en fonction de leur conviction religieuse. D'autre part, le gouvernement ne peut imposer à la société de répartition idéologique (compartimentage) en donnant à certaines organisations-piliers des positions exclusives ou en leur confiant des tâches que la collectivité doit prendre en mains elle-même. Pour la N-VA, il est inacceptable que des syndicats aient la possibilité d'exclure de la concertation sociale des associations apolitiques de travailleurs, ou de monopoliser et de contrôler des positions dans certains secteurs en n'organisant plus d'élections sociales. Il est également inacceptable que des syndicats ou des mutualités versent des deniers publics sous forme d'indemnités de chômage ou d'indemnités de maladie. Les syndicats doivent également accepter la personnalité juridique de manière à ce qu'on puisse, si nécessaire, leur demander des comptes.

D'après le **Vlaams Belang**, le parti se profile autour des trois « fractures » belges traditionnelles, qui coïncident de plus en plus. La Belgique présente depuis longtemps trois lignes de rupture. D'abord, il y a en Belgique des citoyens bien nantis et d'autres qui le sont moins : c'est la fracture socio-économique. Dans le temps, il existait aussi une ligne de rupture très nette entre croyants et non croyants. Cette séparation des esprits est toujours présente en politique, mais elle fait de moins en moins partie de la vie quotidienne des Flamands, des Bruxellois et des Wallons. Enfin, la troisième ligne de rupture, entre Flamands et Wallons, se fait de plus en plus sentir. Si ces fractures socio-économique et philosophique traversaient jadis la Flandre et la Wallonie sans distinction, elles semblent désormais de plus en plus coïncider à la fracture communautaire : la Flandre est plutôt conservatrice et a l'esprit d'entreprise, la Wallonie croit plutôt en la « façonnabilité » permanente de l'homme et au modèle socialiste. Traditionnellement, le clientélisme politique est plus profondément enraciné en Belgique francophone qu'en Flandre.

En Belgique, presque tout a maintenant une connotation communautaire, d'après le Vlaams Belang. Il est clair que la vie économique, par exemple, n'échappe pas non plus à ce clivage. Tant qu'il y aura des élections fédérales, cette convergence des trois lignes de rupture se reflétera dans des mesures politiques fédérales – placées à l'agenda par un ministre francophone par exemple – qui se font évidemment sentir aussi en Flandre. Le moteur de cette convergence des trois lignes de rupture a été le décompartimentage. Mais les structures n'ont pas suivi : en dépit de sa structure fédérale, l'État belge a encore toujours une autorité centrale, fédérale qui dans de multiples domaines prépare et applique des mesures que Flamands et Wallons doivent « subir » « de manière égale ». Une « égalité » qui suscite quelques questions dans la mesure où il ressort de la pratique politique quotidienne que la Belgique n'est certainement pas aussi démocratique qu'elle aime se présenter.

D'après le Vlaams Belang, la conséquence de cette situation persistante est le coût croissant de la société (vivre-ensemble) et ce à trois niveaux : financier, social et moral. Le Vlaams Belang voit le « middenveld » comme la « civil society » organisée et capable d'exprimer ses opinions politiques. La concertation entre le monde politique et la société civile doit, selon le Vlaams Belang, limiter les coûts financiers, sociaux et moraux de la « co-habitation », dans une Flandre indépendante tout comme dans l'actuel État belge. Le parti estime pourtant que les coûts financiers, sociaux et moraux de cette cohabitation dans l'État belge, en constante progression, ne sont plus rationnellement justifiables vis-à-vis de la population. Le fondement démocratique s'amointrit rapidement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Vlaams Belang souhaite la dissolution de l'État belge.

D'après le Vlaams Belang, la société civile, qui se compose d'associations, d'organisations et de fédérations, est le porte-parole de tous les Flamands qui s'engagent à approfondir culturellement, socialement ou économiquement une ou plusieurs des valeurs fondamentales, normes, traditions religieuses ou humanistes de Flandre et d'Europe et à faire en sorte que ces valeurs, normes et traditions contribuent à la cohésion de la société flamande. La société civile doit conseiller l'autorité sur le maintien de ces valeurs, normes et traditions et veiller en permanence à ce que la politique gouvernementale ne génère pas de particularisme et d'individualisme. Les valeurs, normes et traditions doivent unir les gens et non les éloigner, même dans une société pluraliste comme la société flamande.

D'après le **VLD**, le parti a consacré depuis sa création en 1992, et plus précisément dans sa Déclaration de principe, une attention particulière à la relation entre politique et société civile et a amplement défini cette relation. « Le VLD, Parti du citoyen, donne la priorité à la liberté (...) ; ces libertés et droits individuels n'impliquent pas de jugement négatif à l'égard de la communauté dans laquelle vit le citoyen ; toutes les formes spontanées de communauté dont les citoyens forment le pivot, telles que la famille, l'association, le quartier, le peuple et la société, doivent être respectées ». Les libéraux ne plaident pas pour l'atomisme mais sont favorables à toutes les formes de collaboration volontaire entre citoyens. Mais la déclaration de principe du VLD dit aussi que « le VLD veut être indépendant : la politique est là pour les citoyens et non pour les groupes de pression et de défense d'intérêts ; le choix, tout comme la participation des citoyens, doit être respecté ; c'est à eux de déterminer quelle politique doit être menée, qui est élu et qui est responsable de la composition du pouvoir exécutif ».

Le « Congres Burgerdemocratie » (1993) a développé les positions adoptées dans la Déclaration de principe : « Les principaux perturbateurs du processus démocratique sont assurément les groupements d'intérêts ou « zuilen » (piliers). À tort, ils sont qualifiés d'instrument nécessaire dans le « middenveld », entre le citoyen et les pouvoirs publics. Ces piliers font en fait partie des pouvoirs publics. Ils interviennent souvent à leur place, se comportent comme un pouvoir exécutif, qui se charge de missions publiques. [...] Ces groupes ne s'adressent pas à l'ensemble de la population, mais seulement à leurs membres, à ceux qui reconnaissent appartenir à leur couleur politique, à leur tendance philosophique, à leur groupement. Le compartimentage (cloisonnement/pilarisation) présente bien sûr aussi des avantages. Les groupes d'intérêts contribuent à l'échange d'informations entre pouvoirs publics et citoyen, une tâche que les partis politiques assument moins bien dans la pratique. Ils peuvent en outre apporter des corrections à la

politique par l'influence qu'ils exercent. Enfin, on ne peut nier l'intérêt de la démocratie de concertation, concertation qui se déroule par l'intermédiaire de ceux qu'on appelle les « partenaires sociaux » et grâce à laquelle les conflits sont traités autour d'une table et non dans la rue. [...] Reste par ailleurs la question de savoir si une telle démocratie de concertation est conciliable avec notre démocratie parlementaire. [...] Dans plusieurs domaines de la vie sociale, comme dans la sphère du bien être et de l'environnement, la concertation entre les pouvoirs publics et les organisations de défense d'intérêts peut contribuer à la stabilité de la politique gouvernementale. [...] Le VLD veut obliger les groupements d'intérêts à satisfaire à plusieurs conditions pour être pris en compte en tant qu'interlocuteur par les organes élus démocratiquement. [...] Pour le VLD, il est exclu que des organisations soient impliquées dans la concertation organisée par le gouvernement si celles-ci ont des intérêts particuliers dans les secteurs concernés. [...] Le VLD veut élaborer des règles claires en matière d'accès des groupements d'intérêts à la consultation et la concertation. »

On ne soulignera jamais assez l'importance d'une société civile active au sens large pour une société libérale. La société civile représente une partie importante du capital social dans une société et est une émanation du principe libéral de liberté d'association. Mais la société civile doit rester à sa place, autrement dit entre le gouvernement et le citoyen individuel. Cela devient problématique à partir du moment où la société civile se niche dans le gouvernement. Ce n'est plus l'intérêt général qui prévaut alors mais seulement des intérêts particuliers. Le VLD prône toujours le « primat du pouvoir politique », en d'autres mots les organes politiques élus démocratiquement doivent avoir la priorité dans le processus décisionnel politique.

Le **SPA** débute sa description du rôle de la société civile par « Het Groot Onderhoud » (Congrès « Grand entretien » 23 novembre 2002). Les résolutions qui ont été adoptées à la fin du congrès contiennent, d'après le SPA, quelques références claires au rôle de la société civile. En guise d'illustration, il cite plusieurs résolutions :

- L'égalité des chances en matière d'émancipation. Émancipation signifie participation. Le SPA souhaite dès lors que le plus grand nombre possible de gens puissent participer aux décisions relatives à l'organisation de la société. D'après le SPA, il s'agit là d'un principe démocratique fondamental. L'élite intellectuelle ou financière n'est pas seule à avoir le droit de définir dans quelle direction la société doit évoluer. Tout le monde a ce droit car tous les hommes sont égaux. Tout le monde a également cette responsabilité.
- L'égalité en matière de participation ne suffit cependant pas pour le SPA. Tout le monde n'est pas bien informé ou capable de s'exprimer. Raison pour laquelle on a besoin d'organisations qui représentent ou défendent des groupes de gens. Elles expriment aussi la volonté de chacun de faire partie de la société. Elles ne constituent pas une menace pour la liberté individuelle. L'inverse est vrai. C'est en se concertant avec d'autres et en agissant ensemble qu'on crée des conditions qui permettent de donner des chances maximales à chaque individu, toujours selon le SPA. Personne ne peut résoudre seul le problème de la sécurité, personne ne peut résoudre seul les problèmes environnementaux... Seule une approche commune sur base égalitaire a des chances de réussite.
- D'après le SPA, la société civile est un partenaire important dans le processus décisionnel sociétal. C'est pourquoi on doit instaurer une structure de concertation à tous les niveaux de gestion : les pouvoirs publics et les associations peuvent ainsi se concerter régulièrement. Les organisations de la société civile doivent également conseiller l'autorité concernant leur domaine d'action.
- La représentativité est une condition, appliquée de manière arbitraire lors de la composition des organes consultatifs. Il faut donc des critères clairs auxquels les experts soi-disant « indépendants » dans divers conseils doivent satisfaire. Les organisations de la société civile doivent elles aussi fonctionner de manière démocratique, selon le SPA.

- La vie associative est un maillon essentiel dans une démocratie, selon le S.P.A. Les associations méritent un soutien maximal. Chaque commune doit mettre à la disposition des groupes de jeunes, des associations et des maisons de quartier des salles et des terrains à des prix abordables. Les bénévoles et les collaborateurs indépendants méritent un statut convenable. Les règles et les obligations financières auxquelles sont soumises les associations peuvent certainement être simplifiées. Les dirigeants des mouvements de jeunesse doivent avoir la possibilité, une fois par an, d'obtenir un congé sans solde, de manière à pouvoir organiser le camp annuel, par exemple. Pour le S.P.A, la société civile sociale et culturelle représente plus que jamais un facteur important dans la formation à l'esprit de communauté, la diffusion culturelle et le développement du fondement démocratique. Cette société civile a droit à davantage de subsides en échange de plus de travail qualitatif. Le calme et la continuité sont nécessaires sur le terrain, toujours d'après le S.P.A.
- Le sport occupe une place importante au sein de la vie associative. Il faut donc promouvoir le sport. Un fonds sportif pour les jeunes peut soutenir les clubs qui visent la qualité et la participation générale. Les plans d'aménagement du territoire doivent prévoir des infrastructures sportives en suffisance. Une collaboration accrue entre les différents niveaux de pouvoir permettrait de mieux exploiter l'infrastructure sportive existante. La qualité de l'accompagnement et de la gestion dans le sport doit être prise en considération comme critère d'attribution de subsides. Tous les enfants doivent avoir l'occasion de participer à la vie associative sportive ou autre, sans que des obstacles financiers et autres viennent les en empêcher. Un chèque sport délivré par la commune peut contribuer à accroître le taux de participation.

Pour le S.P.A, le texte du Grand entretien constituait la base de ses programmes électoraux de 2003 et 2004, et c'est pourquoi des éléments y ont été expressément empruntés.

D'après le S.P.A, cela revient à dire que l'homme est un être social qui a besoin de se regrouper avec d'autres : cette réalité doit être honorée car elle renforce la démocratie et donne aussi davantage de chances à tous les individus séparément. La société civile donne en effet souvent une voix à tous ceux qui individuellement n'auraient pas voix au chapitre.

Pour **Spirit**, la société civile remplit plusieurs tâches au sein de la société. Vis-à-vis de l'État, elle a une tâche consultative et participative. Au sein de la société, la société civile veille à ce que les exigences et intérêts individuels communs soient regroupés. Enfin, la société civile a beaucoup à offrir sur le marché. Car, d'après Spirit, les pouvoirs publics et le privé ne suffisent certainement pas à rendre le marché complet. D'après Spirit, en Flandre et en Belgique, la société civile est très présente dans presque tous les sujets qui font partie de l'administration. Des associations et des groupements d'intérêts se sont formés autour de presque tous les thèmes politiques. De nouveaux thèmes politiques génèrent en un rien de temps de nouvelles organisations civiles. La société civile entreprend généralement elle-même la démarche vers le décideur politique, l'initiative vient donc, toujours selon Spirit, de la vie associative, de la société civile. Via toutes sortes de canaux tels que mémorandums, lettres d'info et contacts personnels, la société civile transmet au monde politique la vision, les exigences de ses associations.

Dans les autres cas, Spirit est d'avis que cela ne pose absolument aucun problème de chercher à mieux impliquer la société civile. Dans ce cas, le décideur politique sollicite l'opinion de la société civile dès la phase préparatoire et non pas après que la stratégie politique ait été mise au point. Dans ce dernier cas en effet, le décideur politique ne fait en réalité que sauver les apparences car réellement tenir compte de son apport est à ce moment du processus déjà impossible.

La participation et l'interpénétration sont donc très importants, d'après Spirit. Tout aussi importante est la règle selon laquelle les décisions doivent finalement se prendre par les organes développés à cet effet ou les personnes et/ou instances désignées démocratiquement.

Tout le monde, espère Spirit, se rend compte que la société civile peut souvent apporter un complément à



ce que les autorités font déjà dans notre société ou pose des actes qui dans notre système ne pourraient jamais être proposés par les pouvoirs publics ou le privé. Outre une fonction de participation et parfois même d'influence, la société civile a donc aussi clairement un rôle exécutif très important. Celui-ci s'est généralement accru au fil des ans, toujours selon Spirit, de sorte que la société civile a (partiellement) hérité de tâches qui auparavant étaient prises en charge par l'autorité et rien que par elle, ou alors, et c'est souvent le cas, son rôle exécutif s'est développé parce que l'autorité n'était pas active dans le domaine d'activités d'une organisation sociale spécifique. Pour Spirit, il importe toutefois que la société civile, surtout si elle joue un rôle exécutif, soit un acteur indépendant. Il faut absolument éviter la pilatisation de la société civile. Cela ne veut pas dire pour autant qu'une organisation sociale ne peut pas se profiler comme appartenant à un courant x, y ou z.

Selon **Groen!**, la société civile représente un moteur important pour la démocratie. C'est de la société civile que viennent les nouveaux défis et problèmes inscrits à l'agenda. La société civile organisée donne aussi une voix à beaucoup de gens qui sinon ne seraient pas entendus. La société civile contribue par la même occasion à la formation de l'esprit de communauté. Elle réunit des gens et leur apprend à comprendre la société, à vivre avec autrui, à s'adapter aux changements de société et à se familiariser aux structures du pouvoir.

Dans le modèle d'une démocratie dialogique, il importe, selon Groen! qu'il y ait suffisamment de sphères séparées et perceptibles : l'autorité, la démocratie politique, la société civile, le citoyen. L'autorité garantit entre autres les droits fondamentaux des citoyens et les services universels. La sphère politique organise le débat politique entre des opinions groupées perceptibles et distinctes, fait des choix en rapport avec l'évolution sociale souhaitée et peut être interpellée à ce niveau aussi, selon Groen! La société civile en tant que sphère intermédiaire a un impact sur la sphère politique, collabore avec elle, mais joue aussi un rôle sociétal spécifique en tant qu'acteur distinct de l'autorité et de la politique, entre autres en épinglant des thèmes pertinents, en créant une assise pour les changements sociaux et en canalisant les opinions des citoyens.

D'après Groen!, il est important pour une démocratie transparente, qui fonctionne bien, que les différentes sphères ne se chevauchent pas trop. La politisation de l'État ou le compartimentage classique de la société civile sont donc moins positifs. La société civile est un partenaire important pour le politique, mais il n'est pas bon – ni pour le politique ni pour la société civile – que la société civile prenne la place du politique. Il est donc moins positif que les organisations de la société civile réduisent leur propre rôle à une sorte d'organisation-cadre, qui se contente de faire pression auprès des administrations et des cabinets pour défendre ses propres intérêts et n'intervient plus en tant qu'organisation soucieuse de s'exprimer au nom de la société et de développer l'esprit de communauté.

3. L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES PARTIS

Est-il important pour votre parti d'associer la société civile à la prise de décision au sein du parti ? Pourquoi ?

Votre parti associe-t-il la société civile à la prise de décision ? Si oui, pouvez-vous en donner quelques exemples ?

Comment s'opèrent les contacts entre la société civile et votre parti ? Y a-t-il une concertation structurée entre votre parti et la société civile ? Pouvez-vous donner des exemples ?

Toute société a pour mission d'intégrer différents systèmes sociaux, d'après le **CD&V**. La société présente en effet une grande diversité de systèmes sociaux (culture, politique, droit et justice, famille, association, quartier,...) et une société ne présente une certaine cohésion que si ces systèmes sont liés entre eux.

D'après le CD&V, les sciences sociales distinguent trois systèmes partiels cruciaux, plus ou moins autonomes : le micro-monde de l'individu (famille, quartier, association), l'autorité (politique) et le marché (économie). Il est important pour la cohésion de la société que des connections soient réalisées entre ces systèmes partiels. La société civile, d'après le CD&V, est un ensemble d'organisations qui se positionnent entre ces trois principaux systèmes et réalisent ces connections transversales. La société civile a en d'autres mots une fonction intégrante.

Un des principaux objectifs de la société civile, d'après le CD&V, est de veiller à ce qu'aucun des systèmes partiels ne se mette à dominer les autres systèmes. Dans ce sens, la société civile fait office de garde-fou contre une colonisation de la politique et du milieu de vie par l'économie ou contre une politisation extrême dû à ce dernier. Il va sans dire que les autres systèmes doivent également veiller à ce que la société civile elle-même ne colonise pas le cadre de vie des citoyens, la politique et l'économie.

D'après le CD&V, le politique doit être légitime et efficace. Cela veut dire que le politique doit d'une part être fiable et que d'autre part l'autorité doit effectivement veiller au maintien des normes et valeurs. La réalisation de ces deux objectifs dépend de la question de savoir si le politique réussit à faire concorder les soucis et les préoccupations des individus aux besoins du politique. Il est nécessaire à cet effet qu'il y ait, premièrement, suffisamment de canaux de communication. Le politique doit être informé de ce qui se vit dans la société chez les individus et les individus doivent être tenus au courant des initiatives du politique. Il importe, deuxièmement, que les pouvoirs publics ne soient pas sur-sollicités par les citoyens individuels (réduction de complexité). Les organisations de la société civile peuvent aussi bien organiser la communication bilatérale entre la politique et les citoyens individuels que contrer la sur-sollicitation du politique, selon le CD&V.

Les organisations de la société civile ont trois tâches essentielles : la défense des intérêts, la prestation de services et le transfert de valeurs. Les organisations telles que des associations de femmes, des organisations environnementales, des mouvements de jeunesse, des syndicats, des organisations patronales, des mutuelles, des organisations non-gouvernementales,... représentent leurs membres et sont donc l'expression des intérêts de leurs membres. Les organisations rassemblent et classent les besoins de la base et font pression sur les autorités pour qu'elles apportent une réponse à ces besoins. Les organisations prestent également des services à leurs membres. Elles informent les membres et leurs proposent des biens et des services, contre paiement ou non. Enfin, les organisations sociales transmettent également des valeurs. D'après le CD&V, elles ont toutes une opinion sur ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. Conformément à la nature et à l'implication de l'organisation (organisation tiers-mondiste, syndicat, mutuelle, association écologique), ce transfert de valeurs est plus ou moins mis en avant.

Une politique démocrate-chrétienne qui mène une politique d'interpellation, selon le CD&V, est une politique qui part des préoccupations des différentes formes de communauté et doit absolument rester en contact avec des organisations qui regroupent les préoccupations des gens, les interprètent et les traduisent sur le plan politique.

Le CD&V affirme en outre que si on veut développer une nouvelle relation entre la démocratie chrétienne et la société civile, il convient d'abord de ne pas répéter les erreurs du passé. Le politique et la société civile doivent reconnaître leur spécificité et leur autonomie mutuelle. Un trop grand poids de la société civile sur le politique conduit à un processus décisionnel politique non libre, un trop grand poids de la politique sur la société civile entrave la fonction intégrante de la société civile. Si la société civile coïncide avec le politique, elle perd alors sa fonction d'intermédiaire. Une trop grande distance entre le politique et la société civile perturbe en revanche la communication entre les citoyens et le politique et peut faire en sorte que le politique n'entende plus le pouls de la société.

D'après le CD&V, on doit aussi regarder l'avenir. L'espace politique est en train de s'élargir considérablement. C'est dû d'une part à la nature des problèmes inscrits à l'agenda politique. Le chômage, l'effet de serre, le sida, la conservation de la nature ne sont pas du ressort des gouvernements nationaux. D'autre

part, le pouvoir politique s'est lui aussi déplacé vers des institutions qui en théorie n'appartiennent pas au système classique, comme les médias, le monde international des entreprises, les universités.... Tout cela a des répercussions sur la relation entre la démocratie chrétienne et la société civile, selon le CD&V. L'intégration du politique et du micro-monde de l'individu deviendra à l'avenir encore beaucoup plus complexe. Une société civile supranationale devra voir le jour et de nouvelles organisations sociales feront leur apparition. La société civile est élargie par de nouvelles préoccupations humaines, et déplacée par de nouveaux acteurs politiques. D'après le CD&V, la démocratie chrétienne doit anticiper cet élargissement et ce déplacement.

Les démocrates chrétiens flamands ont perçu cet élargissement et ce déplacement de la société civile à temps, d'après le CD&V, et y ont réagi par la création de « alvéoles ». Les « alvéoles » sont des lieux de rencontre informels pour des personnes engagées dans la société, désireuses de dialoguer, d'échanger des expériences ou de former des réseaux. Les « alvéoles » sont, d'après le CD&V, un exemple de nouvelle organisation bénévole regroupant des citoyens. Le CD&V attire par ailleurs l'attention sur l'existence d'un lien historique et politique avec la société civile. Il est nécessaire qu'à l'avenir, la démocratie chrétienne flamande entretienne le dialogue avec la société civile élargie et déplacée. Il faut partir pour cela de la spécificité des uns et des autres, dans un souci de respect mutuel. Le politique a besoin de la société civile et la société civile a besoin du politique, mais les fonctionnements des deux systèmes sociaux ne peuvent pas interférer, selon le CD&V.

Il importe, pour le **CD&V**, que la démocratie chrétienne flamande approfondisse et élargisse son affinité historique et politique avec la société civile.

- Le CD&V préconise à cet effet un dialogue permanent avec des représentants d'organisations anciennes et nouvelles. Ces représentants sont des interlocuteurs du CD&V en raison de leur notoriété et de leur connaissance de la société civile, et en raison du fait que ces représentants peuvent se reconnaître dans les principes personnalistes du CD&V. Ils constituent un interlocuteur de la démocratie chrétienne flamande parce qu'ils jettent des ponts entre la société civile et le politique et non pas parce qu'ils sont membres d'une organisation précise. Le CD&V s'adresse en d'autres mots à la société civile qui entend contribuer à la réalisation d'un certain projet social, la reconnaissance de l'homme unique. Cela veut dire que ces représentants ne sont pas sollicités en tant que représentants de certains intérêts socio-économiques. Naturellement, les organisations sociales qui sont explicitement d'inspiration chrétienne sont des interlocuteurs privilégiés.
- Une déclaration de loyauté des représentants est nécessaire à cet effet, aux dires du CD&V. De cette manière, les représentants confirment leur engagement pour une société plus humaine et leur loyauté à l'égard du CD&V. Concrètement, cela signifie qu'ils se déclarent d'accord de faire un bon usage de l'information (confidentialité).
- Selon le CD&V, les représentants sont invités à une assemblée déterminée en tant que membre consultatif : gestion politique, assemblée générale,... (voir statuts 42.1.3 en 43.1.3). Il ou elle a le droit, d'après le CD&V, d'être présent lorsqu'il ou elle le souhaite. Les représentants font office de membre consultatif du parti et peuvent en cette qualité attirer l'attention sur certains points et enrichir le débat au sein du parti.
- Tout cela ne veut pas dire, selon le CD&V, que le dialogue avec la société civile n'est encouragé qu'au niveau interne. Outre l'implication de représentants de la société civile élargie dans le fonctionnement de la démocratie chrétienne flamande, le parti doit aussi entamer le dialogue avec la société civile « en déplacement ». Via les groupes de travail Ceder⁵, via les « alvéoles » et via des canaux de communication à créer, il faut resserrer les liens avec les organisations sociales et les organisations de défense d'intérêts qui sont un peu plus éloignées de la démocratie chrétienne sur le plan idéologique et politique, d'après le CD&V.

⁵ Centre d'étude du CD&V

La **N-VA** attache énormément d'importance à la vie associative/société civile et il est dès lors logique que le parti soit ouvert au rôle que la société civile peut jouer dans le processus décisionnel politique. Les personnes engagées qui prennent des responsabilités dans la société civile/la vie associative sont souvent bien placées pour apporter des éclaircissements quant au vécu de vastes couches de la population, selon la N-VA. Leur expertise est souvent particulièrement grande. La N-VA tient donc à entretenir des contacts réguliers avec des représentants de la société civile, et ce tant à l'initiative des acteurs de la société civile qu'à l'initiative du parti lui-même. Il n'est cependant pas question de représentation ou de concertation structurée entre le parti et la société civile à la N-VA. Le rôle de la société civile par rapport aux partis politiques réside, selon la N-VA, en premier lieu dans l'information. La concertation a donc plutôt lieu via des contacts fondés sur des points de vue envoyés ou demandés.

D'après le **Vlaams Belang**, le rôle de la société civile n'est pas celui d'acteur politique ou de lobby dans une société qui est certes décompartimentée mentalement et culturellement mais pas structurellement. Le Vlaams Belang dit pourtant constater que les pouvoirs publics et les gouvernements de ce pays desservent toujours trop les souhaits politiques très concrets d'organisations de la société civile qui ont des liens directs avec les partis politiques. En outre, la défense des intérêts par la société civile est, d'après le Vlaams Belang, insuffisamment représentative de la population et de ses préférences et caractéristiques moyennes. De cette manière, l'actuelle société civile ne fait qu'accroître les coûts sociaux de la « vie ensemble ». Dès lors, cette société civile dans sa composition actuelle peut difficilement constituer un interlocuteur représentatif pour le politique, voire pour le processus décisionnel politique. D'après le Vlaams Belang, ils consultent la société civile sur certains aspects techniques de dossiers politiques. Pour le reste, ils affirment qu'ils confrontent des principes à des organisations, des associations et fédérations représentatives – d'après eux –, telles que Gezinsbond, les mutuelles et VOKA-VEV⁶, entre autres, à l'occasion de leurs visites aux entreprises et aux syndicats en préparation à leur congrès économique de novembre 2005.

Pour le **VLD**, la société civile possède généralement des informations importantes pouvant être extrêmement utiles lors de l'élaboration de mesures politiques. De plus, en impliquant la société civile, on peut créer une assise aux mesures politiques.

En ce qui concerne le processus décisionnel interne, le VLD invite régulièrement des gens et des groupes de la société civile à discuter de thèmes sociaux actuels, mais le processus décisionnel du parti se déroule de manière totalement indépendante, plus précisément via le congrès, la direction du parti, la présidence et les ministres. Il est important à cet égard que le président et la direction du parti soient élus par les membres du parti. Il n'y a pas de concertation structurelle entre le parti et la société civile, mais bien une concertation ad hoc, en d'autres mots lorsque le VLD d'une part ou une organisation sociale d'autre part en prennent l'initiative.

Pour le **SPA** aussi, il est important d'impliquer la société civile dans le processus décisionnel. Le SPA demande dès lors souvent l'opinion de personnes issues de la société civile. Dans de nombreux groupes de travail que le SPA met sur pied pour son fonctionnement politique, le parti dit impliquer explicitement des représentants de la société civile dans les discussions sur leurs projets de textes. De cette manière, dit le SPA, ils peuvent mettre en lumière des problèmes et des points de vue qu'ils n'auraient peut-être pas découverts sans cette participation.

Tout comme il existe des « échanges croisés » entre les décideurs politiques et la société civile, il existe des échanges entre les partis et ces organisations, affirme **Spirit**. D'après Spirit, il n'existe pas, et ce contrairement à presque tous les autres partis en Flandre, de partenaires privilégiés. La société civile est impliquée dans d'importants événements liés à la politique du parti tels que la rédaction d'un programme électoral. D'après Spirit, ce sont finalement les organes du parti qui amendent les textes et les approuvent

⁶ VEV : Vlaams Economisch Verbond
VOKA : Vlaams netwerk van ondernemingen

ou les désapprouvent comme fixé dans les statuts.

Des organisations de la société civile sont impliquées de manière structurelle via des journées d'étude (au moins quatre par an), des séances de brainstorming (en préparation à des programmes électoraux) etc. De plus, ajoute Spirit, se nouent des contacts avec la société civile de façon quotidienne. Des rencontres sont organisées à la demande de Spirit, même si dans la plupart des cas ce sont les acteurs de la société civile qui font le premier pas. Ces contacts ne sont cependant pas structurels. D'après Spirit, il s'agit de contacts très larges, allant des syndicats aux associations de défense d'intérêts de l'industrie pharmaceutique, des associations environnementales, des associations de gens vivant dans la précarité à des clubs sportifs et des mouvements de jeunesse, etc.

D'après **Groen!** aussi il est important d'impliquer la société civile dans le processus décisionnel politique. De nombreux dossiers font l'objet de contacts réguliers avec diverses organisations de la société civile. Ces contacts consistent à demander l'avis sur d'importants thèmes ou dossiers de société. Lorsque le parti élabore ses propres positions, des représentants de la société civile sont également conviés régulièrement à apporter des commentaires critiques. Dans plusieurs cas, avec le mouvement de défense de l'environnement et de la nature par exemple, il y a une concertation structurelle. D'importants dossiers liés à l'environnement et à la nature font l'objet d'échanges d'informations entre les deux partenaires, qui confrontent leurs points de vue et conviennent d'initiatives politiques (de soutien).

4. L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES GOUVERNEMENTS

Votre parti trouve-t-il que la société civile doit être associée à la prise de décision des différents gouvernements ? Pour quelles raisons est-il favorable, ou au contraire défavorable, à l'idée de l'associer ? Comment cette éventuelle concertation devrait-elle s'organiser ?

Pour la **N-VA**, la société civile doit remplir la même mission vis-à-vis du gouvernement que vis-à-vis des partis politiques, à savoir en premier lieu une mission informative. Via ses organes de représentation, la société civile peut conseiller l'autorité à propos de décisions politiques à prendre. La prise de décisions relève toutefois des missions de l'autorité (les représentants élus avec comme organe exécutif les gouvernements), une mission qu'elle ne peut faire endosser à d'autres.

Le **Vlaams Belang** soutient le rôle consultatif de la « civil society » dans le maintien des grands principes et lignes de force de notre société et de notre culture. Le Vlaams Belang ne souhaite pas d'ingérence politique de la société civile politisée dans le processus décisionnel des partis au gouvernement. Le Vlaams Belang préconise moins « d'intrigues de couloir » (lobby) et plus de devoir de responsabilité.

Pour le **VLD**, la société civile est dans une large mesure impliquée dans le processus décisionnel des différents gouvernements. La participation de la société civile a même été réglementée par loi ou par décret dans certains cas. Ce qui sort de ce cadre peut se faire spontanément. D'un point de vue technico-administratif, il est certes recommandé d'écouter et de consulter la société civile avant de prendre une mesure ou une décision politique, selon le VLD. La société civile remplit en effet aussi une fonction sociologique dans la mesure où elle aide à trouver un fondement aux décisions du politique. Le VLD préconise une implication sélective de la société civile dans le processus décisionnel des gouvernements, en d'autres mots une participation qui puisse effectivement contribuer à une décision plus réfléchie, et donc à une décision susceptible de mieux servir l'intérêt général. Au niveau gouvernemental, cette concertation doit absolument se dérouler de manière structurée et sélective, afin d'éviter d'alourdir inutilement le processus.

La société civile doit évidemment continuer à remplir une importante fonction consultative durant le processus politique, ce qu'elle fait déjà depuis des dizaines d'années, d'après le **SPA**. Car le fonctionnement de notre système politique se base sur la concertation sociale. Si cette concertation concerne avant tout la société civile « classique », on intègre aussi de plus en plus – et le SPA y est totalement favorable – de « nouvelles » organisations dans ses structures. En plus – au niveau gouvernemental – c'est surtout à propos de questions très techniques et spécialisées que les conseils de la société civile peuvent, d'après SPA, bénéficier à la qualité du travail législatif. Il importe évidemment d'éviter l'embrouillamini de conseils et donc le risque que ceux-ci ne soient finalement plus sollicités que pour des raisons purement formelles. Il convient d'établir clairement qui conseille qui à propos de quoi et donc d'éviter la confusion. Qui plus est, les conseils doivent rester des conseils, ce qui signifie que les responsables politiques, après réflexion et motivation, doivent prendre la décision finale et en assumer la responsabilité.

Spirit est un grand partisan de l'implication de la société civile dans le processus décisionnel des différents gouvernements. Au sein de nombreux secteurs, les organisations de la société civile possèdent une mine d'expériences et d'idées. Les décideurs politiques ne peuvent pas vivre sur une île déserte. Cette époque est révolue. Ils doivent se tenir au courant de ce qui se vit dans la société et la société civile peut souvent leur en donner un bon aperçu. Il serait dommage, selon Spirit, de ne pas prendre ces éléments en considération. Il est clair que le « middenveld » ne couvre pas tous les secteurs de la politique. Prendre le pouls de ce qui se vit dans la société va donc plus loin que permettre à la société civile de participer, selon Spirit.

Spirit ne souhaite pas trop structurer la concertation. Comme déjà évoqué ci-dessus, les contacts se déroulent souvent de manière informelle suite à l'initiative soit d'un acteur issu de la société civile, soit d'un acteur politique. Si les deux acteurs prennent chacun leurs responsabilités (ce qui veut dire que la participation constitue une priorité, ce qui d'après Spirit est essentiel), cela ne pose pas de problème.

Pour **Groen!**, une concertation régulière et structurée avec tous les groupes pertinents de la société civile à propos des dossiers importants est essentielle, la condition annexe étant le respect des sphères et des responsabilités distinctes. C'est la sphère politique qui décide, c'est elle aussi qui assume ses décisions. Lors de l'élaboration d'une politique, les partenaires de la société civile doivent être respectés à part entière. Une « instrumentalisation » (dans l'une ou l'autre direction) n'est pas souhaitable, selon Groen!

5. PROJETS RÉCENTS

Votre parti a-t-il défini récemment des projets à l'égard du monde associatif, que ce soit par rapport à la réglementation ou par rapport aux relations entre les pouvoirs publics et le monde associatif ?

D'après le **VLD**, un des principaux projets auxquels il a participé est la réorganisation de l'administration flamande et du système de concertation et de consultation flamand, initiative lancée sous le gouvernement flamand du ministre-président Patrick Dewael, et connue sous le nom de « Beter Bestuurlijk Beleid ». Cette réforme avait et a pour objectif, d'après le VLD, de garantir la primauté du pouvoir politique. Elle vise une répartition claire des tâches entre hommes politiques, administration et société civile. Le gouvernement détermine la politique en concertation et sous le contrôle du Parlement flamand. L'administration flamande soutient le gouvernement dans ses tâches. La société civile est activement impliquée dans la préparation, l'élaboration et mise en œuvre de la politique mais n'a pas de droit de décision, selon le VLD.

Pour le **SP.A**, tout le monde a le droit de se réunir mais il ressort de la pratique que de nombreuses associations ont bien du mal à survivre. Bon nombre d'associations tournent grâce au dévouement de bénévoles, mais ces bénévoles n'avaient pas de statut les protégeant suffisamment. Rien qu'en Flandre, leur nombre est estimé à 800.000. C'est pour cette raison qu'à l'initiative de Greet van Gool, qui se bat depuis 2001 déjà (en tant que commissaire du gouvernement) pour un statut pour les bénévoles, une nouvelle initiative législative a vu le jour en 2003... qui a finalement abouti à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des bénévoles. Pour le million et demi de bénévoles dans notre pays, c'est une bonne chose. Toutes les organisations qui travaillent avec des bénévoles devront désormais souscrire une assurance couvrant au moins la responsabilité civile. La loi régleme également la responsabilité de l'organisation et du bénévole en cas de dommage à des tiers, de même que le statut de la rémunération de ces derniers, les droits et devoirs des bénévoles bénéficiant d'indemnités, etc. (cf. ci-dessous « Accord du gouvernement fédéral »)

Spirit donne une liste de plusieurs projets d'implication directe de la société civile au niveau flamand. Il s'agissait ici en grande partie de plusieurs demandes d'explication en matière d'environnement, de mobilité et de culture.

Groen! a déclaré ne pas avoir de projets récents spécifiques en la matière. Le parti affirme toutefois investir de manière permanente dans la formation idéologique sur la démocratie et la société, entre autres en fonction de son programme électoral pour 2006.

La **N-VA** et le **Vlaams Belang** disent ne pas avoir mis de projets récents sur pied. Étant donné que le **CD&V** a fourni un texte du parti, il était difficile de savoir si le CD&V avait des initiatives en cours et lesquelles.

LES PARTIS FRANCOPHONES

Les principaux partis politiques francophones se rejoignent aujourd'hui pour considérer que les associations jouent un rôle important dans la société, et qu'il convient de ne pas opposer « société politique » et « société civile » mais au contraire de revoir l'articulation entre ces deux pôles⁷. Ce constat actuel ne peut cependant pas masquer des histoires, des conceptions, des ancrages différents selon les partis politiques. Certains d'entre eux sont insérés dans des mondes politiques qui se sont constitués au départ d'associations œuvrant dans une grande diversité de domaines : il s'agit en ordre principal du monde catholique et du monde socialiste, alors que le monde libéral est caractérisé par un moindre développement de la vie associative. D'autres partis se sont constitués en dehors des clivages traditionnels de la société, ne se reconnaissent dans aucun monde politique et refusent en outre la polarisation : c'est surtout le cas d'Écolo – initialement créé comme mouvement, par et sur fond de tout un univers associatif –, qui accorde une place importante à la société civile. Par ailleurs, un parti comme le FDF est également apparu comme porteur de thématiques transversales par rapport aux clivages constitutifs des mondes politiques. En outre, certains ont historiquement privilégié l'action des pouvoirs publics, comme le parti socialiste, même si une vie associative importante s'est également développée au sein du monde socialiste. Le consensus que l'on observe aujourd'hui s'enracine donc diversement selon les formations politiques et s'exprime de manière plus ou moins étayée selon les partis.

Les mêmes questions ont été posées aux partis francophones et aux partis flamands. Toutefois, suivant en cela la manière dont certains partis ont répondu au questionnaire, nous traiterons les deux premières questions simultanément.

1. LA PLACE ET LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PROGRAMMES DES PARTIS

Dans quelle mesure le rôle que la société civile doit ou peut jouer dans la société est-il développé dans le programme de votre parti ?
Pouvez-vous décrire le rôle que la société civile doit jouer dans la société sur base du programme de votre parti pour les élections fédérales de 2003 et régionales et communautaires de 2004, ou sur base de positions adoptées par votre parti dans d'autres circonstances récentes ?

Les partis politiques ont tout d'abord été interrogés sur l'importance accordée à la société civile dans leurs programmes respectifs. Ensuite, ils étaient invités à décrire, sur base de leurs programmes pour les élections fédérales de 2003 et pour les élections régionales et communautaires de 2004, ou en se fondant sur d'autres documents récents, le rôle qu'ils estiment que la société civile doit jouer dans la société. Rappelons que la société civile était définie dans le questionnaire comme un synonyme de tissu associatif.

Le **Parti socialiste** annonce d'emblée qu'il « souhaite un État renforcé mais aussi plus cohérent, plus efficace, plus ouvert et plus participatif. Le PS entend mettre en œuvre de nouveaux modes de gouvernance fondés sur les principes du développement durable [...]. Chacun des programmes pour chaque niveau de pouvoir reprend ces grands principes qui doivent guider l'action publique. Dans ce cadre la transversalité des politiques, la fixation d'objectifs mesurables, la participation citoyenne et l'évaluation des actions menées font partie intégrante du projet porté par le PS. En particulier pour les niveaux régional et communautaire, les programmes proposent la conclusion d'un pacte associatif entre les pouvoirs publics et les associations. »

⁷ Le *Front national* a été interrogé au même titre que les quatre autres partis francophones comptant des élus simultanément au parlement fédéral, wallon, bruxellois et de la Communauté française, mais il n'a pas donné suite à notre demande ni au rappel qui lui a été adressé. L'examen du programme de ce parti pour les élections de 2004 fait apparaître un unique point ayant trait aux relations avec la société civile : « mettre fin au monopole des grands syndicats ». Il s'agirait de « doter les syndicats d'une personnalité juridique et de favoriser la constitution de nouveaux syndicats, réellement indépendants ».

Le PS rappelle avoir lancé pour la première fois⁸ en août 2001 un appel à la conclusion d'un tel pacte.

Le PS considère que la « la société civile doit être partie intégrante du processus de décision dès la formalisation du projet politique ». Et de citer « le Plan de Développement durable au fédéral, le Contrat d'Avenir en Région wallonne, le Contrat pour l'école en Communauté française, les États généraux de la culture qui représentent autant d'illustrations de cet engagement à associer la population dès l'origine du processus de décision. » On observera toutefois, que dans ces exemples, ce sont souvent les citoyens qui sont concernés, au moins autant que les associations.

Pour le PS, il convient qu'au-delà de cette participation généralisée de la société civile, l'action politique soit menée en concertation étroite avec un ensemble de partenaires privilégiés : « Il s'agit avant tout des partenaires sociaux traditionnellement associés aux décisions. Mais au-delà de la concertation traditionnelle, il est nécessaire de mobiliser également un ensemble d'acteurs associatifs. Ces partenariats connaissent leur forme la plus aboutie en Région wallonne où un ensemble d'acteurs de la société civile ont conclu un contrat de partenariat adossé au contrat d'avenir. » Le pacte associatif, dont il sera plus amplement question ci-dessous, « constitue une pierre d'angle en matière de gouvernance et de participation à la société civile ». Sur un plan sectoriel, comme au niveau local, le PS veut créer les conditions d'une implication citoyenne plus active et formaliser des processus de consultation (conseils consultatifs, budgets participatifs, etc.). Le PS considère qu'il s'indique de repenser les principes et la pratique du financement des associations, leur statut et celui des personnes, bénévoles ou non, qui les animent. Ce débat se doit d'être mené dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Bien que le questionnaire portait sur le tissu associatif, le **Mouvement réformateur** a toutefois, dans un premier temps, mis l'accent dans sa réponse sur une conception où est mise en avant « une relation constante et directe entre la population et les institutions. Il faut donner au citoyen le droit d'orienter les choix fondamentaux de la société ». Dans cette optique, le MR prône de « donner plus de voix [à la société civile] via le référendum ». Il met également en avant une série d'évolutions relatives aux élections (droit de vote des Belges à l'étranger et des étrangers en Belgique, diminution de l'effet dévolutif de la case de tête, parité hommes-femmes sur les listes aux élections, etc.). Il promeut aujourd'hui l'élargissement du droit de vote des Belges à l'étranger, la consultation populaire, l'élection directe du bourgmestre, etc. Il s'agit donc davantage d'une promotion du citoyen-individu et de sa capacité d'agir directement sur les grandes orientations sociétales comme sur le choix de ses représentants et dirigeants.

Le MR entend par ailleurs « revaloriser le travail de l'élu comme lien entre le monde associatif et le mouvement politique ». Se montrant « à l'écoute et au service des associations, de leurs actions, de leurs avis », considérant que nombre de ses militants sont membres actifs et volontaires d'associations, le MR « se refuse à considérer l'associatif comme l'outil d'une politique visant à déstabiliser la société actuelle »⁹. Il veut s'engager « résolument dans un dialogue fécond avec les associations et leurs dirigeants. Il soutient l'idée d'un "pacte associatif". Il encourage l'émergence d'un mouvement citoyen fort, centré sur la création et la gestion de services à vocation de "services publics fonctionnels". Ces services disposeront de contrats de gestion avec les pouvoirs publics. »

Le MR met en avant l'idée de contrat-programme – surtout appliquée dans le domaine culturel (Communauté française), sous la pression du PS et du PSC dès les années 1990 – conclu annuellement ou pour la durée d'une législature. « Celui-ci, négocié entre les parties, sera le vade-mecum permanent qui garantira aux deux parties un strict respect des accords conclus. Dans ce schéma de travail, les pouvoirs publics déterminent les priorités en ayant des exigences strictes sur la gestion et les objectifs poursuivis. Les objectifs portés par le "contrat" doivent s'avérer précis et l'utilité sociale doit être démontrée compte tenu du coût. La plupart des associations souffrent d'un déficit de capacité de gestion. Souvent même si les gestionnaires bénévoles sont capables ou parfaitement informés des lois et procédures ils ne disposent pas du temps nécessaire à [leur] consacrer. » Le MR explicite donc davantage les moyens qu'il préconise pour

⁸ Le PSC l'avait toutefois précédé lors du Congrès de janvier 1998 (cf. infra).

⁹ « Le mouvement associatif est bien plus vaste, et ses responsabilités vis-à-vis du bien-être des citoyens bien plus larges que certains combats collectivistes passés mis en valeur par d'autres partis, ne veulent le faire croire. »

nouer des relations entre les pouvoirs publics et les associations qu'il n'étaye les raisons pour lesquelles les associations sont utiles dans la société.

Pour ce parti, il est nécessaire que les pouvoirs publics mettent en place des dispositifs d'aide, de conseil et de surveillance. « Dans cette optique, l'on peut proposer :

- d'encourager et de soutenir la création et le développement de "fédérations" ;
- d'aider les communes, les CPAS, les provinces et les régions à créer des organismes de formation aux tâches de gestion et de contrôle ;
- de soutenir les organismes d'aide et de conseils aux PME qui souhaiteraient se diversifier vers le tissu associatif du non-marchand et de l'économie sociale ;
- de promouvoir la naissance d'organismes d'aide et de conseils spécifiques à ces secteurs ;
- de motiver les réseaux d'enseignement à créer des graduats et post-graduats (maîtrises et post-maîtrises) ciblés sur les futurs dirigeants et employés des secteurs du non-marchand. »

Le **Front démocratique** des francophones, bien qu'étant une des composantes du MR, a présenté un programme propre pour les élections régionales bruxelloises dans lequel il se prononce également en faveur d'une stabilisation du secteur associatif par des contrats-programmes : « Il est important de garantir la pérennité du travail associatif à partir de "contrats-programmes" qui valoriseront les dynamiques de coordination sectorielles et par commune. Le travail des nombreuses associations bruxelloises qui appréhendent la question de l'intégration doit être réorienté vers une offre de services accessibles à l'ensemble des populations. » Par ailleurs, sur un plan communal, le FDF prône la mise en place d'un cadastre des opérateurs associatifs qui permettra de définir une politique régionale structurelle, plus coordonnée et mieux maîtrisée vis-à-vis de ce secteur [social et santé] important. Le FDF veut confier aux CPAS un rôle de coordinateur entre tous les opérateurs concernés, parmi lesquels l'associatif. Les CPAS « sont les garants de la nécessaire articulation entre l'action des pouvoirs publics et le tissu associatif local ». Le FDF inscrit ses projets politiques dans une préoccupation à la fois urbaine et locale.

De son côté, le **Centre démocrate humaniste** – qui préférerait parler de « mouvement associatif » plutôt que de « société civile », parce que ce terme renferme une notion très vague – affirme que « le rôle de la société civile dans la société a toujours été une priorité. [...] le mouvement associatif a toujours été au centre même du projet politique du parti. Si l'on reprend les cinq principes de l'humanisme démocratique, on voit bien toute l'importance que le CDH attache à la coexistence d'un mouvement associatif fort avec un marché dynamique mais civilisé et un Etat consistant. Ce trio est indissociable de toute action politique. » Présent dans chacun des programmes spécifiques à chaque niveau de pouvoir, le rôle de la société civile trouve son origine dans « la reconnaissance culturelle au CDH du mouvement associatif comme acteur indispensable de la construction du projet politique. Le principe de subsidiarité que nous prônons depuis plus de cinquante ans en est la preuve par excellence. » On observe donc une continuité au CDH avec le rôle central que le PSC accordait aux associations (idée de Pacte associatif approuvée au congrès du 17 janvier 1998 dont le thème était : « Réinventer le lien social »), l'État étant limité dans son action par le principe de subsidiarité.

Le CDH propose de :

- construire un nouveau partenariat entre l'État et les associations et définir un « contrat associatif » entre la société civile organisée et le pouvoir public dont les rôles sont plus que jamais complémentaires notamment pour lutter contre la marchandisation progressive des services aux personnes, contre l'isolement..., bref, pour recréer du lien entre les personnes ;
- conclure un "contrat associatif" pour construire et pérenniser ce nouveau schéma de relation entre les pouvoirs publics et le secteur associatif, c'est-à-dire un contrat de partenariat clair et stable entre, d'une part, les associations et, d'autre part, les pouvoirs publics (communes, provinces, région, Com-

munauté française...).

Il formule dix exigences politiques :

1. Un pacte d'objectivation et de dépolitisation du subventionnement et du fonctionnement de l'associatif.
2. Un contrat associatif entre l'État et les ASBL dont les principaux points seraient : la différenciation et la complémentarité des rôles et des responsabilités, l'égalité de traitement des associations, la reconnaissance et la valorisation du bénévolat.
3. Un vrai statut et des droits pour les bénévoles.
4. Améliorer la réglementation sur les ASBL.
5. Mener une politique d'emploi cohérente.
6. Accord du non-marchand : respect de la parole donnée.
7. Relancer le Maribel social et instaurer le Maribel scolaire.
8. Promouvoir l'économie sociale.
9. Soutien aux groupements émergents et aux initiatives nouvelles.
10. Les associations, partenaires de la décision politique.

Dès sa création, **Écolo** accorde une place importante à la réflexion sur la société civile. « La vivacité du tissu associatif est l'une des conditions pour une société ne vivant pas que de productions et de consommations. Outre qu'il constitue souvent le dernier recours pour les victimes des carences du service public, l'associatif assure des fonctions multiples et essentielles : formation à la citoyenneté, contre-pouvoir, socialisation, fonctions rendues de plus en plus difficiles vu la précarité matérielle de ce secteur et de ses animateurs. » Dans cet esprit, « protéger la vie associative et contribuer à son développement devrait donc être une responsabilité de tout mandataire publique : la protéger contre l'emprise grandissante des logiques marchandes, mais aussi la protéger de l'emprise toujours possible de la puissance publique. Contribuer à son développement, sans l'asservir ou la coloniser, sans l'instrumentaliser ou la domestiquer. Inscire la vie associative dans un cadre de droit, y compris pour la protéger de ses excès, dérives ou détournements. »

Écolo prône de nouvelles pratiques démocratiques, qui passeraient entre autres par « la généralisation de la pratique de la délibération : le simple choix entre des politiques préétablies est remplacé par la recherche – débattue publiquement – d'une solution. Cette délibération élargie suppose la prise en compte de nouveaux acteurs collectifs, de nouveaux lieux, de nouveaux thèmes et de nouvelles règles de délibération, d'évaluation et de contrôle. En particulier, le système de concertation sociale doit être élargi à de nouveaux acteurs sociaux, l'évaluation des politiques publiques doit devenir une fonction démocratique généralisée, impliquant l'ensemble des acteurs concernés, et les associations doivent être mieux soutenues dans leur fonction d'intervenants dans le débat public. »

Écolo se prononce dans son programme en faveur :

- d'une recomposition des rapports entre le monde politique et la société civile. Pour ce parti, il convient de « réinventer le pluralisme et sortir du système des "piliers" » ;
- d'un élargissement de la concertation sociale : « renforcer la concertation sociale, élargir le contenu et les acteurs de la négociation, améliorer l'évaluation, la régulation et la cohérence ».

Écolo se démarque à la fois du MR, par sa crainte de voir les pouvoirs publics contraindre les associations et du PS et du CDH par la défiance qu'il affiche à l'égard des piliers socialiste et chrétien.

2. L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES PARTI

Est-il important pour votre parti d'associer la société civile à la prise de décision au sein du parti ? Pourquoi ?

Votre parti associe-t-il la société civile à la prise de décision ? Si oui, pouvez-vous en donner quelques exemples ?

Comment s'opèrent les contacts entre la société civile et votre parti ? Y a-t-il une concertation structurée entre votre parti et la société civile ? Pouvez-vous donner des exemples ?

Pour le **Parti socialiste**, « il est important d'adopter une démarche participative dans la genèse des orientations et des options politiques à prendre. La participation permet de détecter ou de mieux cerner les attentes de la société civile sur certaines questions. Dans le respect absolu de leur autonomie, le dialogue avec les associations permet à la fois l'échange d'informations et la discussion autour de thématiques, voire la confrontation des points de vue. Ce processus enrichit à l'évidence le parti qui développe ainsi une meilleure prise directe avec le terrain. »

Les contacts peuvent s'opérer de manière structurée ou informelle. À titre d'exemple de contact structuré, le PS cite le processus des « Ateliers du progrès ». Ces débats, organisés par le parti en 2001 et 2002, étaient caractérisés par leur ouverture à des intervenants extérieurs au monde socialiste (5 000 participants, plus de 260 séances de travail). Les résultats de ces ateliers ont été soumis à l'Université d'été du PS fin août 2002. Un processus du même type est prévu au niveau local, et devrait prochainement prendre la forme « d'Ateliers de la vie quotidienne ».

Des contacts informels ont lieu quotidiennement entre le PS, par l'intermédiaire de son centre d'études, l'Institut Émile Vandervelde (IEV), et la société civile. Ces contacts prennent la forme d'organisation et de co-organisation de colloques et de conférences, de rencontres plus bilatérales. Des représentants d'associations participent aux groupes de travail et commissions thématiques organisées par l'IEV, aux côtés de parlementaires, de conseillers de cabinets et de représentants des syndicats et des mutuelles.

« Toutefois, il convient de noter que si la société civile est associée, par un processus structuré ou informel, selon les cas, à la construction de la décision, le processus décisionnel final relève lui de la seule responsabilité des instances du Parti. »

Dans la perspective de revaloriser le travail de l'élu comme lien entre le monde associatif et le mouvement politique, le **Mouvement réformateur** se montre « à l'écoute et au service des associations, de leurs actions et de leurs avis. Les mandataires communaux et provinciaux [du parti] travaillent en étroite collaboration avec les représentants du terrain et les associations locales. [De même,] les ministres MR et leurs cabinets sont à l'écoute permanente du mouvement associatif. Enfin, de très nombreux militants sont des membres actifs et volontaires des associations sociales, culturelles, sportives, caritatives ou de revendication ponctuelle ou généraliste. Les liens sont donc omniprésents et permanents. » À titre d'exemple de l'interaction entre le parti et la société civile, le MR cite d'une part les rencontres entre comités locaux du parti et représentants de certains secteurs ou quartiers, d'autre part les rencontres avec les citoyens. « Chaque acteur d'un quartier a ainsi l'occasion de faire partager ses revendications, ses craintes, ses ambitions et, au delà de l'intérêt politique, ces contacts deviennent de véritables lieux d'échanges entre tous les acteurs socio-économiques, culturels ou associatifs »

Le **Centre démocrate humaniste estime** qu'il est important d'associer le mouvement associatif à la prise de décision au sein du parti. « Les raisons sont assez simples.

Elles sont au moins de trois ordres :

- les connexions du CDH avec le mouvement associatif sont naturelles et historiques ;
- le fonctionnement d'un parti politique risque, par nature, de se distancier des réalités de terrain. Il est donc incontournable de pouvoir prendre des décisions en connaissance de cause et en restant en connexion avec les acteurs concernés ;
- la mission naturelle d'un parti politique est de pouvoir anticiper sur l'avenir. Il est évidemment nécessaire de pouvoir entretenir des contacts privilégiés et réguliers avec les acteurs du monde associatif afin d'être "en phase" avec ce qui se passe concrètement sur le terrain mais aussi avec les défis et enjeux auxquels ils sont confrontés. »

Le CDH associe de diverses manières le mouvement associatif à ses décisions :

- par la création de commissions ad hoc au sein du centre d'étude du parti, le CEPESS. Il n'y a pas en tant que tel de commission « associative ». Par contre, en fonction des thématiques portées par le CEPESS, il y a à chaque fois plusieurs représentants du monde associatif qui y siègent, comme par exemple dans les commissions Santé mentale, Asile et Immigration, Enseignement, Coopération internationale... Les commissions du CEPESS ont une réelle force de décision même si c'est le bureau politique du CDH qui en définitive décide. Il se base souvent sur les propositions de décisions déposées par les commissions ;
- par des contacts réguliers avec certains représentants du monde associatif. On sait que le CDH a historiquement des liens privilégiés avec certaines associations, issues du pilier chrétien. Aujourd'hui, cette reconnaissance du fonctionnement des piliers est devenue plus flexible. Le CDH a ouvert son champ d'horizon et ne se limite plus dans ses contacts réguliers à certaines associations identifiées comme actives dans le pilier chrétien ;
- par l'invitation faite à certains anciens responsables du monde associatif de rejoindre l'équipe des conseillers politiques du parti. Les personnes identifiées sont en fin de mandat dans le monde associatif et se retrouvent pour la plupart sur le marché de l'emploi. C'est entre autres une manière de renforcer l'expertise mais aussi le réseau du parti dans ce secteur stratégique.

À l'occasion des rendez-vous électoraux, il y a dans la dynamique de préparation des programmes électoraux une concertation plus poussée qui s'opère entre le parti et le monde associatif. Celle-ci passe notamment par la participation de représentants du mouvement associatif dans les comités de pilotage des congrès organisés à cet effet.

Écolo rappelle que depuis longtemps le parti associe étroitement la société civile dans ses débats, dans les réflexions qu'il mène, dans l'élaboration de son programme politique. Et de citer

- les forums sur l'emploi, l'enseignement, etc., dans les années 1980 ;
- les États généraux de l'écologie politique, processus mené durant deux ans et demi de 1996 à 1998 et visant un dialogue entre le parti et la société civile destiné à redéfinir un projet politique d'avenir (75 forums réunissant des experts, des représentants associatifs, des militants écologistes et des citoyens non membres du parti). À l'issue de ce processus, le programme du parti a été significativement complété et une dizaine d'associations ou de plate-formes associatives ont vu le jour ;
- la création en 2004 d'Étopia, centre d'animation et de recherche en écologie politique. Un de ses objectifs est d'articuler le parti Écolo avec la société civile. Se basant sur les intentions énoncées à la fin des États généraux de l'écologie politique, il vise à institutionnaliser un processus de dialogue, une médiation avec la société civile, au départ d'un parti. « Avec Étopia, il s'agit pour Écolo d'articuler une intégration rigoureuse de la prospective écologique citoyenne dans l'organisation d'Écolo (Étopia produit un travail politique avec des citoyens et des associations, qu'il injecte ensuite dans le système d'action du parti) et des "médiations" souples, publiques, transparentes et critiques avec différents individus, groupes et ressources dont il doit être clair qu'ils ne sont pas "récupérables" ou instrumentalisables. »
- les chantiers issus de l'assemblée générale de mars 2005 : il s'agit de sept chantiers sur sept thèmes jugés prioritaires. « Ces chantiers répondent à un triple objectif d'ouverture à l'extérieur, de mobilisation

interne et de renouvellement de nos contenus. Ils sont co-pilotés par un animateur interne et un animateur externe. Leurs missions impliquent l'organisation d'une discussion interne, mais également d'un forum public. Ils doivent aboutir à une motion d'orientation pour de prochaines assemblées générales d'Écolo. »

3. L'ASSOCIATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX DÉCISIONS DES GOUVERNEMENTS

Votre parti trouve-t-il que la société civile doit être associée à la prise de décision des différents gouvernements ? Pour quelles raisons est-il favorable, ou au contraire défavorable, à l'idée de l'associer ? Comment cette éventuelle concertation devrait-elle s'organiser ?

En réponse à cette question, le **Parti socialiste** met en avant que « l'objectif, inscrit dans les déclarations gouvernementales aux niveaux de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale, est d'élaborer, en Belgique, un véritable "Pacte associatif", dans lequel seraient énoncées les conditions d'un partenariat entre les organisations de la société civile et le monde politique. Ce pacte associatif définirait notamment les conditions de la participation des associations à l'élaboration et à l'évaluation des politiques. Il doit s'appuyer sur le respect et l'indépendance des associations et les responsabilités des pouvoirs publics. » Considérant que « le politique n'a pas le monopole de l'engagement collectif », et admettant que « les associations doivent pouvoir participer aux discussions générales qui engagent la société [et que] de nouvelles formes de dialogue entre elles et le monde politique doivent être trouvées », le parti ne précise toutefois pas davantage la place de la société civile dans la prise de décision des gouvernements.

Le **Mouvement réformateur** constate que « des milliers d'associations sont nées de la volonté de créer des moyens d'action de terrain plus souples que les administrations soumises aux strictes règles et procédures destinées à garantir l'objectivité et le contrôle démocratique et transparent. Durant les trente dernières années chacun a pu constater tant d'excellents résultats que de multiples dérives au niveau des gestions financières et des buts réels poursuivis. Chaque association est devenue un cas d'espèce à analyser en fonction du système mis en place, de la capacité des dirigeants à gérer l'outil, de la transparence des procédures. » Mais il ne s'agit pas de donner aux associations une place qui ne leur revient pas, il ne s'agit pas d'inverser ou de partager le rôle de décideur : « Soyons précis, chacun se doit de rester dans son rôle : les associations ne peuvent dans les décisions se substituer aux mandataires politiques. Elles n'ont pas la légitimité du suffrage universel. »

Dans la pratique, comme indiqué ci-dessus, en ce qui concerne le gouvernement fédéral et le gouvernement germanophone, seuls exécutifs auxquels le MR est actuellement associé, les ministres réformateurs et leurs cabinets se veulent à l'écoute permanente du mouvement associatif.

Mais plus spécifiquement en regard de cette thématique, le MR rappelle qu'il « souhaite la consultation des citoyens sur les grands choix de société (referendum et consultation populaire) et l'élection directe du bourgmestre ». Le MR est le seul parti francophone à afficher ainsi une préférence pour la démocratie directe par rapport à la démocratie participative.

Le **Centre démocrate humaniste** affirme que le mouvement associatif doit être associé à la prise de décision des gouvernements et que, d'ailleurs, il l'est déjà.

« Il faut cependant être juste. Le fonctionnement de la démocratie parlementaire tel que nous le connais-

sons en Belgique implique une légitimité de représentation au travers des rendez-vous électoraux. Les gouvernements sont donc contrôlés par les parlementaires. Si le mouvement associatif doit être associé aux décisions des gouvernements, le parlement reste le seul garant des décisions démocratiques prises par les gouvernements. On ne peut donc déplacer le champ de la prise de décision et de son contrôle vers le mouvement associatif. »

Cependant, il va de soi que dans la tradition de la concertation sociale qui nous caractérise, le mouvement associatif est et doit être associé aux décisions prises en dernier ressort par les gouvernements. Plusieurs canaux de concertation existent. Il y a premièrement les différents conseils d'avis mis en place par les gouvernements et qui permettent aux représentants du mouvement associatif d'exprimer leurs avis en fonction des thématiques dans lesquelles ils sont engagés. Il y a aussi les Conseils que l'on appelle parfois « supérieurs », parfois « permanents » ou encore « centraux ». Ces structures permettent la confrontation idéologique sur tel ou tel sujet. Ces Conseils jouent davantage le rôle de chambre de réflexion, détachée de toute contingence immédiate, concernant les politiques mises en œuvre par les gouvernements.

Enfin, il y a le rapport de force qui pour le CDH reste un canal de concertation indispensable. Ce rapport de force permet, lorsque les divergences sont marquées entre les acteurs et leurs gouvernements, d'influer sur les politiques portées par les gouvernements. Il peut prendre plusieurs formes, comme la manifestation ou le préavis de grève dans des cas plus graves.

Pour **Écolo**, que le parti soit dans la majorité ou dans l'opposition, il s'impose que les gouvernements associent la société civile à leurs réflexions et décisions. Le parti écologiste cite à titre d'exemples deux processus qu'il a mis en œuvre lorsqu'il était associé aux coalitions gouvernementales :

- au gouvernement wallon, sous la législature 1999-2004, il a appliqué la méthode de la concertation avec les acteurs de terrain, les entreprises, les travailleurs, les citoyens : « Les citoyens, les associations, les organisations syndicales et les entreprises ont été nos partenaires pendant toute cette législature. Ainsi, les citoyens sont consultés en amont des décisions pour élaborer les PCM [plans communaux de mobilité], les implantations d'éoliennes, des grands travaux. Nous avons aussi expérimenté la pratique du panel citoyen, consulté pour donner un avis sur la mobilité et l'aménagement du territoire dans leur province. Les organisations syndicales ont été associées aux discussions pour le contrat de gestion des TEC. Elles sont aussi nos partenaires dans une cellule-mobilité qui travaille à rationaliser les déplacements du personnel des entreprises. Les entreprises sont nos partenaires dans les accords de branche. Elles le sont aussi dans une cellule-mobilité, créée avec l'Union Wallonne des Entreprises » ;
- dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne, des avancées ont été réalisées quant à la participation de la société civile du Sud au processus de développement : « à l'initiative de la présidence belge, le Conseil a adopté des conclusions qui engagent la Commission à mettre en œuvre rapidement les principes de participation adoptés dans le cadre de l'Accord de Cotonou et à s'appuyer, pour ce faire, sur les acquis engrangés à l'occasion du séminaire de consultation de la société civile des pays concernés, organisé par la Présidence. »

4. PROJETS RÉCENTS

Votre parti a-t-il défini récemment des projets à l'égard du monde associatif, que ce soit par rapport à la réglementation ou par rapport aux relations entre les pouvoirs publics et le monde associatif ?

Le **Parti socialiste**, participant à la coalition gouvernementale à tous les niveaux de pouvoir (fédéral, régions wallonne et bruxelloise, communautés française et germanophone), rappelle que « la conclusion d'un pacte associatif est l'un des points des [accords de majorité] des gouvernements régionaux et communautaires. Elle constitue même un point de synergie entre ces gouvernements puisque c'est ensemble que les gouvernements wallon et de la Communauté française ainsi que le collège de la COCOF ont convenu de lancer le processus de dialogue avec les associations. Les gouvernements procèdent actuellement à des consultations, afin de mettre, début 2006, un projet de pacte associatif en débat avec les associations.

Ce processus de dialogue a présidé, ces dernières années, à l'adoption de plusieurs réglementations nouvelles. Il en va ainsi notamment du décret [de la Communauté française] relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente, à la réforme des programmes de résorption de chômage en Région wallonne et au niveau fédéral, à la loi sur le statut des volontaires. »

Depuis peu, le **Mouvement réformateur** met en place des formations en collaboration avec le Centre Jean Gol, notamment dans les domaines de la gestion, de l'audiovisuel, de la communication, des médias. « Le but de celles-ci est bien évidemment de donner des outils supplémentaires aux associations pour leur permettre de se faire entendre et écouter par les pouvoirs publics ». Le parti apporte un soutien aux associations désireuses de se mettre en conformité avec la nouvelle loi sur les ASBL. Et en collaboration avec les organisations de jeunesse réformatrices, il travaille à une réforme du Conseil de la jeunesse d'expression française, « la volonté étant d'ouvrir plus largement ce Conseil aux jeunes qu'ils soient ou non membres d'une organisation de jeunesse. Il ne semble pas normal qu'aujourd'hui un secteur, à savoir celui des organisations de jeunesse, détienne le monopole de la parole des jeunes en Communauté française. » On retrouve ici des idées exprimées ci-dessus, le parti réformateur prônant un encadrement des associations, d'une part, et voulant permettre des alternatives par rapports aux piliers ou aux associations "politisées", d'autre part.

De son côté, le **Front démocratique des francophones**, qui n'a pas donné son point de vue à propos des deux thématiques précédentes, a, davantage que les autres partis, développé ses projets récents. Il a rédigé une note préparatoire pour son congrès doctrinal du 20 novembre 2005 relative à la vie associative. Sur base d'un ensemble de constats sur le monde associatif et la participation, le FDF fait des propositions qui, à ses yeux, constituent en quelque sorte une réponse au « Manifeste pour un pacte associatif » émanant de diverses associations bruxelloises. « Les constats et les développements [qui précèdent], écrit le FDF, plaident pour que la question du secteur associatif soit appréhendée par l'ensemble du monde politique comme une question essentielle ; c'est d'ailleurs une condition pour en garantir le pluralisme à terme et pour garantir un secteur associatif non captif et innovateur.

[...] le débat entre partis politiques et associations doit permettre l'explicitation des règles qui président aux liens entre le politique et le secteur des associations afin que celui-ci soit acteur et responsable de son développement : il faut inscrire la vie associative dans un cadre de droit pour lui garantir des droits effectifs et lui permettre une professionnalisation accrue.

Les propositions doivent aussi remettre l'utilisateur au centre des préoccupations et garantir en ce qui concerne le pôle associatif, producteur de services, que la mise à disposition de ceux-ci se fasse de manière cohérente, opérationnelle et dans le respect de l'utilisateur. »

Elles concernent cinq éléments principaux qui pourraient être distingués selon le pôle associatif envisagé :

- stabiliser les financements et promouvoir des règles explicites dans le rapport au monde politique. La mise en place de rapports davantage formalisés avec le monde politique doit articuler définition explicite des missions, financement structurel décent, contrôle de l'utilisation des moyens, cheminement

vers le professionnalisme et évaluation. Ces diverses modalités devraient prendre la forme de contrats de gestion adaptés au monde associatif ;

- reconnaître le secteur associatif pour son rôle dans la vie sociale et professionnelle : le secteur associatif doit devenir un partenaire de plein-pied et se voir reconnaître une place réelle dans une série d'instances ;
- revaloriser la pratique de participation et restructurer la fonction consultative modalisée dans différents conseils consultatifs sectoriels ;
- créer un lieu, ou un temps, de coordination et d'échange interne au secteur des associations pour que le secteur associatif, partant de sa pluralité, puisse se concerter sur les différents éléments qui concernent son développement et ses rapports au monde politique ;
- mettre en place des lieux ressources pour gérer le développement du secteur : connaissance et professionnalisation, notamment en matière de gestion, qui pourrait prendre la forme d'une structure faîtière.

Les propositions faites ci-dessus devraient être formalisées et résumées dans une « idée force » qui pourrait être la tenue d'« États généraux des associations » proposés ou initiés par le FDF.

Le **Centre démocrate humaniste** rappelle qu'il « plaide depuis de nombreuses années pour l'organisation réglementée [...] des relations entre les pouvoirs publics et le monde associatif : c'est évidemment ce qu'on appelle le pacte associatif. La version du CDH se veut contraignante surtout pour les pouvoirs publics. » Ce dernier principe marque une différence par rapport à certains principes du pacte associatif proposé par le PS, et rapproche la position du CDH de celle d'Écolo. Prenant tantôt le nom de pacte associatif, auquel le parti préfère la notion de « contrat associatif », tantôt le nom de charte, le processus « porte sur la reconnaissance et le respect des rôles et responsabilités que chaque acteur, État et associations, est amené à assumer. Cette Charte repose sur le souci commun d'assurer la pleine réalisation des principes d'égalité et de solidarité. » Le projet du CDH dans ce cadre est plus amplement développé ci-dessus (cf. 1. La place et le rôle de la société civile dans les programmes des partis).

Écolo ayant particulièrement développé ses réponses aux questions précédentes, répond brièvement à celle-ci, estimant sans doute y avoir répondu ailleurs. Il cite comme exemple de projet le plus récent le dépôt au Parlement wallon, en mai 2005, d'une proposition de décret relatif au subventionnement des associations et des projets en matière d'environnement.

Si l'on a, dans les commentaires relatifs aux positions des partis en regard des quatre thématiques abordées, souligné les divergences entre les partis, on constate aujourd'hui un accord relativement large sur la nécessité de faire participer les associations à la vie démocratique et aux processus de décision politique. Chaque parti rappelle néanmoins que les décisions finales appartiennent aux élus et marque sa différence dans le degré de contrôle ou d'ouverture qu'il veut imposer aux associations ou au monde politique.

On observera en outre que tous proposent de définir des règles quant aux relations entre l'État et les associations, que ces règles prennent ou non la forme d'un Pacte associatif.

Chapitre 2

LES ACCORDS DE GOUVERNEMENT ET LEUR MISE EN ŒUVRE



ACCORD DE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
(VLD, PS, MR, SP.A-SPIRIT)

L'ACCORD DE GOUVERNEMENT

L'accord de gouvernement fédéral de juillet 2003, intitulé « Une Belgique créative et solidaire » ne contient presque pas de dispositions concernant le monde associatif. Il est vrai que la majorité des associations sont actives dans des domaines qui ne sont pas de la compétence de l'Autorité fédérale.

Au chapitre IX (Une administration de meilleure qualité), paragraphe 4 (Plus de démocratie citoyenne et participative), on lit ceci:

« Il faut donner au citoyen les moyens de participer de manière plus prépondérante au fonctionnement de la société. Aucun champ d'action ne doit être négligé pour renforcer cette participation, qu'il s'agisse de la démocratie représentative, de la démocratie directe ou participative par le biais du dialogue avec le monde associatif » (p. 79).

Le gouvernement s'engage à prendre à cette fin une série d'initiatives ayant trait surtout au fonctionnement de la démocratie représentative et de la démocratie directe au moyen de consultations populaires. À côté de cela, et c'est important dans ce cadre, l'accord gouvernemental stipule que le gouvernement veut multiplier les initiatives participatives et qu'il « lèvera également les obstacles juridiques concernant les budgets participatifs des quartiers » (p. 80). L'accord mentionne en outre que le gouvernement accordera au volontariat un statut spécifique (p. 80).

Il prévoit quelques mesures spécifiques pour le monde associatif :

- alignement progressif des diminutions de cotisations sociales dans le non-marchand sur celles du secteur privé pour favoriser le recrutement, notamment de personnel infirmier et soignant ;
- adaptation du statut d'entreprise à but social et création d'un cadre légal pour les coopératives d'activités ;
- incitation aux associations à s'engager dans l'aide juridique de première ligne ;
- création d'un statut spécifique pour le volontariat dans le cadre du renforcement de la démocratie citoyenne et participative.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

La loi relative aux droits des volontaires a été promulguée le 3 juillet 2005¹⁰. Elle trouve son origine dans une proposition parlementaire déposée le 19 novembre 2003 par des parlementaires des partis SP.A-Spirit, VLD, Écolo, N-VA, MR, PS et CDH. La première proposition de loi en cette matière avait été déposée dès 2000. Le ministre de la Santé et des Affaires sociales Rudy Demotte a apporté son soutien à la proposition.

La loi instaure un statut des volontaires et définit les obligations de l'organisation qui bénéficie des services offerts par le volontaire (remise d'un document écrit, obligation de souscrire une assurance...). Elle permet la perception par le volontaire d'une indemnité plafonnée pour couvrir ses frais. Les exigences du droit du

¹⁰ *Moniteur belge*, 29 août 2005. Sur le processus d'adoption de la loi et sur ses dispositions, voir D. Dumont et P. Claes, « Le nouveau statut des volontaires », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1894, 2005.

travail vont être assouplies de manière à favoriser l'engagement volontaire tout en lui donnant un cadre sécurisant. La loi entend également faciliter et encourager l'engagement des allocataires sociaux dans des activités volontaires.

Il appartient au gouvernement de fixer, par arrêté royal notamment, les règles qui permettront de cumuler l'activité de volontariat avec le statut de chômeur ou de bénéficiaire du revenu minimum d'insertion et l'organisation du contrôle du respect des dispositions de la loi.

ACCORD DU GOUVERNEMENT FLAMAND
(CD&V-N-VA, VLD, SP.A-SPIRIT)

Dans l'accord de gouvernement flamand de 2004 (Rendre la confiance, Prendre ses responsabilités), au chapitre 7 (Loisirs, Culture, Sport, Jeunesse et Volontariat dans les associations), paragraphe D, il est explicitement mentionné que les « associations et les bénévoles renforcent la société » :

« Le gouvernement flamand donne la priorité à la vie associative, prend des mesures de facilité et comble les lacunes dans l'offre, de sorte que les associations peuvent développer à leur guise leurs propres initiatives”(p. 40).

Le gouvernement flamand ajoute :

« Nous menons une politique d'encadrement des bénévoles et dans ce cadre nous sommes attentifs à un soutien financier et une couverture d'assurance suffisants. Nous accordons la même valeur aux connaissances et expériences acquises par les bénévoles dans les associations socioculturelles qu'aux compétences acquises à d'autres niveaux (p. 41)

« L'autorité flamande prendra en charge une indemnisation administrative et financière équitable, et elle négociera le financement d'un règlement de libération des droits d'auteur pour les associations socioculturelles. (p. 41)

Dans le même chapitre de l'accord gouvernemental, le gouvernement flamand affirme que la culture, le sport, la vie associative et le bénévolat rendent notre société plus chaleureuse et qu'ils constituent un remède contre l'exclusion et l'isolement (p. 35).

Tout le monde, selon le gouvernement flamand, doit pouvoir s'épanouir pleinement, dans un esprit de liberté et de responsabilité. La vie associative augmente les possibilités d'épanouissement des personnes. Par ailleurs, les associations augmentent le capital social. Elles fournissent une contribution importante à la construction de la société. Elles accroissent la solidarité et la confiance entre les personnes (p. 35). Dans le même chapitre de l'accord gouvernemental, au paragraphe « Un espace pour les jeunes », le gouvernement flamand dit vouloir apporter son soutien à la vie associative des jeunes, au bénévolat et au travail avec les jeunes.

Dans le chapitre 6 (Vivre dans la Diversité), l'accord du gouvernement flamand fait également explicitement référence à la vie associative pour réaliser sa politique. Il veut entre autres impliquer les allochtones et les associations dans la politique de la diversité. Concernant cette même politique de la diversité,

le gouvernement flamand ajoute :

« nous renforçons l'intégration sociale et la cohabitation des groupes issus de contextes culturels différents ; pour ce faire, nous apportons notre soutien aux associations qui s'adressent à plus d'un groupe et qui défendent les objectifs de l'intégration sociale et de la cohabitation des différents groupes culturels ». (p. 32)

Dans l'accord gouvernemental flamand, le gouvernement flamand met par ailleurs l'accent sur « l'égalité des hommes et des femmes ». Il veut à cet effet « responsabiliser et soutenir les associations et organisations qui contribuent à l'émancipation effective des filles et des femmes issues des groupes minoritaires spécifiques » (p. 33).

Ajoutons à cela que le gouvernement flamand veut « impliquer les personnes défavorisées vivant dans la précarité et leurs organisations dans la préparation de la politique en matière d'égalité des chances ». Il prend également l'engagement de « respecter l'augmentation des moyens budgétaires accordés aux associations porte-paroles des personnes défavorisées vivant dans la précarité » (p. 18).

Enfin, remarquons que dans l'accord gouvernemental, le gouvernement flamand accorde explicitement beaucoup d'importance à la société civile dans la périphérie flamande. Cet engagement est formulé en ces termes :

« Lorsque nous réglementons dans certains domaines politiques, nous tenons compte des effets de cette réglementation sur la situation particulière des communes de la périphérie flamande. À cet effet, nous nous concertons avec tous les acteurs politiques, y compris les acteurs du milieu social et de la vie associative, pour déterminer les priorités communes. L'asbl De rand représente notre principal instrument pour l'exécution de la politique pour la périphérie flamande » (p. 45).

**ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
(PS, CDH)**

L'ACCORD DE GOUVERNEMENT

L'accord de gouvernement du 9 juillet 2004 contient des engagements relatifs au monde associatif en général, d'une part, et à l'associatif jeunes spécifiquement, d'autre part.

LE SECTEUR ASSOCIATIF

Dans l'accord de gouvernement pour la Communauté française, le chapitre VI est consacré au secteur associatif et à l'éducation permanente. Le PS et le CDH s'engagent à mettre intégralement en œuvre les accords du non-marchand et conviennent de la conclusion d'un pacte associatif, qui englobera également les gouvernements de la Région wallonne et de la COCOF.

L'objectif assigné au pacte associatif est de « lutter contre la marchandisation progressive des services aux personnes. Le pacte, fondé sur les valeurs essentielles de la démocratie [...] repose sur le souci commun des autorités publiques et du monde associatif d'assurer la pleine réalisation des principes d'égalité et de solidarité. »

Sans assigner au pacte un contenu définitif, les partenaires gouvernementaux dressent une liste d'éléments ou plutôt de principes qui devraient s'y retrouver :

- respect de l'autonomie des associations, de leur capacité critique et de leur liberté de coordination ;
- complémentarité services publics/associations : les associations développent l'action des pouvoirs publics en exerçant des missions d'intérêt collectif ou en participant au processus de décision ;
- partenariat contractuel pour la subordination des associations prestataires de services et définition des principes de participation pour celles qui défendent des intérêts spécifiques dans le processus décisionnel ;
- systématisation du dialogue entre pouvoirs publics et associations pour l'élaboration et l'évaluation des politiques ;
- garantie de non-discrimination entre les associations par les pouvoirs publics ;
- garantie de l'égalité d'accès des utilisateurs aux services proposés.

Le gouvernement mettra en place un outil de concertation et de dialogue permanent ayant pour mission d'organiser une large concertation et négociation intersectorielle. Il incitera les pouvoirs locaux à entamer des discussions avec les représentants du monde associatif pour décliner le pacte au niveau local.

L'accord prévoit également un renforcement des processus participatifs via la réforme des organes consultatifs selon les axes suivants :

- évaluation des conseils existants, diminution de leur nombre pour une plus grande efficacité ;
- obligation de motiver les décisions contraires à l'avis des organes consultatifs ;
- règlement de la durée des mandats et des cumuls dans ces organes ;
- mise en place de procédures de suivi et d'évaluation des décisions prises ;
- prise en considération de l'associatif émergent.

En ce qui concerne les moyens octroyés aux associations, les partenaires gouvernementaux citent plusieurs mesures envisageables :

- budget de fonctionnement pluriannuel sur base d'une justification ad hoc ;
- généralisation des mécanismes d'avance et de préfinancement ;
- transparence comptable, formulaire unique de justification des subsides ;
- reconnaissance et valorisation du bénévolat (financement de formations et d'assurances) ;
- simplification administrative.

Il conviendra de distinguer les associations qui traduisent l'émergence de nouvelles participations à la vie démocratique et celles qui remplissent des missions d'intérêt collectif.

Un paragraphe de l'accord est consacré au secteur de l'éducation permanente et associatif jeunes, des outils de citoyenneté : le gouvernement garantit les moyens nécessaires à l'application du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien à l'action associative dans le champ de l'éducation permanente.

Un décret consacré aux loisirs actifs est annoncé, pour favoriser la vie associative.

Le chapitre VI se conclut sur l'expression d'une volonté de lutte contre l'extrême droite et de promotion et de soutien des rencontres interculturelles.

LE SECTEUR ASSOCIATIF JEUNES

Le gouvernement annonce qu'il adoptera le projet de décret relatif aux conseils consultatifs locaux de jeunes et réformera le Conseil de la jeunesse d'expression française (CJEF). Il annonce également son intention de valoriser et soutenir l'engagement bénévole des jeunes, via la formation des animateurs bénévoles des organisations de jeunesse et via l'organisation de campagnes médiatiques de sensibilisation. Le gouvernement annonce son intention de soutenir le développement d'une émission de radio-télévision sur l'associatif jeunes à la RTBF.

Le gouvernement garantit le financement des politiques structurelles de l'associatif jeunes, conformément aux modifications décrétales adoptées lors de la précédente législature. Il se propose de réviser le mode de subventionnement des organisations de jeunesse afin de mieux prendre en compte la réalité de ces organisations. Il annonce également un renforcement des maisons de jeunes, et la mise en place d'un dispositif particulier permettant de soutenir les mouvements de jeunesse au niveau local et le développement de nouvelles initiatives. Il propose encore de favoriser la mobilité internationale et de simplifier les pratiques administratives en cours.

Le gouvernement prévoit de développer des synergies avec les régions wallonne et bruxelloise au niveau du soutien à l'emploi et d'organiser un financement des associations qui tienne compte de la pyramide des âges des travailleurs occupés.

Un effort est également annoncé en faveur des infrastructures, avec notamment des investissements dans les centres de prêt de la Communauté française. Une mention particulière est réservée à la poursuite de l'équipement des centres de jeunes et organisations de jeunesse en matériel informatique.

Les partenariats entre l'école et l'associatif jeunes seront encouragés : le gouvernement souhaite rendre possible l'accueil des associations qui remplissent des missions para-éducatives dans les écoles et la mise à disposition d'infrastructures scolaires pour les centres de vacances.

La création d'un comité interministériel sur la jeunesse est par ailleurs annoncée.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

Lors d'une réunion conjointe avec le gouvernement wallon le 7 juillet 2005, le gouvernement de la Communauté française a fixé la méthodologie à suivre pour la conclusion du pacte associatif. Une première étape devait se terminer fin octobre 2005 : l'organisation de consultations et d'auditions, tant des acteurs directement que des conseils consultatifs. Préalablement à ces consultations, la documentation déjà recueillie et issue de la réflexion du monde associatif autour de l'idée d'un pacte a été collectée et sera mise à disposition des acteurs.

Dans une deuxième étape, les ministres-présidents proposeront à leurs gouvernements un projet de texte. Le projet sera ensuite discuté dans les deux parlements. D'autres structures intermédiaires seront consultées et le projet pourrait être modifié, l'objectif étant d'arriver à un texte définitif pour la mi-2006.

Le texte élaboré lors de cette réunion conjointe des deux gouvernements a été transmis à la COCOF. Une vaste réflexion autour de la politique de la jeunesse va être entamée notamment dans le cadre de la Commission consultative des organisations de jeunesse. La Commission a été installée mi-octobre 2005¹¹. De cette réflexion émergera un projet de réforme du Conseil de la jeunesse d'expression française. Par après, un texte relatif aux Conseils consultatifs locaux de jeunes pourrait être proposé.

¹¹ Suite à l'adoption de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur des articles 2, § 1er, 6 et 11 du décret du 19 mai 2004 modifiant le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ainsi que les conditions relatives à l'âge des membres de la Commission consultative des organisations de jeunesse (Moniteur belge, 8 août 2005).

ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
(PS, CDH, ÉCOLO, VLD, SP.A-SPIRIT, CD&V-N-VA)

Dans le chapitre « Qualité de vie des Bruxellois », l'accord gouvernemental de la Région de Bruxelles-Capitale aborde explicitement la « gestion concertée et la participation » en matière d'aménagement du territoire. Pour situer l'ensemble du contexte, nous citons le paragraphe entier :

« Les actions menées en matière d'aménagement du territoire s'inscriront systématiquement dans une optique de mixité de fonctions, sociale, économique et culturelle. D'une manière générale, toutes les formes de participation, qui devront être accessibles à tous les publics, seront encouragées pour autant qu'elles s'inscrivent dans un contexte général de bonne gestion de la gouvernance publique [...]. La Région pérennisera la subside d'associations œuvrant dans le domaine de l'information et de la participation afin de renforcer celle-ci ; la Région développera en outre l'information et la participation à destination des publics socio-culturellement faibles afin de leur permettre d'exercer pleinement leur citoyenneté » (p. 34).

En matière de gestion de quartier aussi, la Région de Bruxelles-Capitale veut mettre en place un pacte associatif, qu'elle considère comme un vecteur de démocratie participative.

« Les associations sont un lieu de rencontre des citoyens, d'apprentissage des responsabilités et de la démocratie, de confrontation d'idées, de dialogue avec la société civile. Avec la mise en place d'un pacte associatif, le gouvernement veut créer les conditions d'une citoyenneté active, développer, encourager cette citoyenneté et placer la culture du débat au centre du processus démocratique.

Le Ministre-Président établira les contacts nécessaires pour conclure un pacte associatif transversal et élaborer un charte de principes fondamentaux que chacune des parties signataires (gouvernements, associations, etc.) s'engageront à respecter » (p. 40).

« Ce pacte portera notamment sur l'autonomie des associations, la complémentarité entre cette autonomie et la responsabilité des pouvoirs publics, la stabilisation du financement des associations, la reconnaissance de l'engagement libre et volontaire comme un moteur de la vie associative et le développement d'un dialogue systématique entre les pouvoirs publics et le monde associatif pour l'élaboration et l'évaluation des politiques concernant les associations, sans porter préjudice au primat du pouvoir politique » (p. 40).

ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA RÉGION WALLONNE
(PS, CDH)

L'ACCORD DE GOUVERNEMENT

L'accord de gouvernement renouvelle le Contrat d'Avenir pour la Wallonie. Il repose sur quatre plans stratégiques transversaux :

- création d'activités ;
- développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire ;
- inclusion sociale ;
- développement territorial équilibré et durable.

Le plan stratégique « création d'activités » prévoit de soutenir le développement de l'activité non-marchande, en développant l'emploi dans ce secteur, en renforçant le préfinancement des activités non-marchandes, en réduisant les délais de versement des subventions publiques et en assurant la formation des gestionnaires.

Le plan stratégique « inclusion sociale » se propose d'associer plus étroitement les acteurs associatifs à la prise de décision dans son ensemble. Il prévoit d'associer le gouvernement de la Communauté française, les partenaires sociaux, les associations et les acteurs du monde de l'éducation et de la formation dans la conclusion d'une Charte sociale wallonne, dont l'objectif sera de reprendre l'ensemble des droits sociaux fondamentaux qui doivent être reconnus à la population dans le cadre des compétences communautaires et régionales pour assurer la cohésion sociale.

Les partenaires gouvernementaux proposent dans cet accord une nouvelle méthode de gouvernance, articulée sur dix principes. Parmi eux, des démarches participatives et partenariales : l'implication des différents acteurs dont les associations sera renforcée et clarifiée selon le principe du partenariat.

Un pacte associatif, conclu également avec la Communauté française, devra régir les droits et devoirs respectifs des pouvoirs subsidiaires et des associations, dans le respect strict des spécificités de chacun. Il devra aussi organiser la complémentarité qui existe entre les services publics et les services prestés par le non-marchand. Enfin, il mettra en place les conditions d'une véritable citoyenneté active. Ce pacte commun devrait également permettre d'assurer une plus grande cohérence entre les différents pouvoirs publics vis-à-vis des associations qui dépendent de plusieurs pouvoirs.

L'accord gouvernemental consacre quatre pages au pacte associatif. Il estime que le dynamisme d'une société cohérente est assuré tant par le secteur marchand que par le secteur non marchand et que le rôle et la place de l'associatif n'ont jamais été aussi essentiels. Les objectifs attribués au pacte sont :

- donner aux associations les moyens de leur participation ;
- réaménager l'espace public autour du processus de décision.

Les mesures suivantes sont envisagées :

- budget de fonctionnement pluriannuel ;
- généralisation des mécanismes d'avances et de préfinancement ;
- transparence de la comptabilité et évaluation continue de l'activité des associations ;
- reconnaissance et valorisation du bénévolat ;
- évaluation des conseils consultatifs existants et réforme de ceux-ci ;
- obligation de motivation des décisions contraires à l'avis des organes consultatifs ;
- règlement des durées et cumuls des mandats ;
- aménagement des espaces démocratiques existants ;
- mise en place de procédures de suivi et d'évaluation des décisions prises en concertation avec les associations.

L'accord prévoit également que le principe général de démocratie participative soit entre autre concrétisé par des actions au niveau régional, communal et associatif.

La seconde partie du texte de l'accord gouvernemental est consacrée aux politiques sectorielles. Parmi elles, l'économie sociale, qui doit être développée car promouvoir l'économie sociale, c'est un moyen de mettre de l'éthique dans l'économie. Ce développement est annoncé selon un double objectif de rationalisation et de professionnalisation. Les mesures annoncées sont :

- la coordination des compétences régionales, voire des compétences des autres niveaux de pouvoir, dans les mains d'un seul ministre ;
- la professionnalisation des agences-conseils ;
- la création d'une coupole des entreprises en économie sociale ;
- la mise en place de « pépinières » d'entreprises en économie sociale ;
- les incitants aux partenariats entre entreprises d'économie sociale et entreprises classiques ;
- l'examen des possibilités d'incitants fiscaux spécifiques ;
- l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics ;
- l'accès à la SOWECSOM¹² des entreprises de travail adapté ou des asbl qui prendraient un statut conforme aux critères de l'économie sociale marchande et le renforcement des moyens de la SOWECSOM ;
- un soutien spécifique au développement de l'économie sociale dans certains secteurs : environnement, gestion des déchets, services aux personnes ;
- la poursuite de l'accord de coopération pour la promotion de l'économie sociale conclu avec le fédéral ;
- l'organisation de modules de formation et de sensibilisation à l'économie sociale dans les filières de formation aux métiers de l'entreprise.

Dans d'autres politiques sectorielles (tourisme, sports, égalité entre hommes et femmes...) il est également fait mention d'un soutien accru aux associations.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

Lors d'une réunion conjointe avec le gouvernement de la Communauté française le 7 juillet 2005, le gouvernement wallon a fixé la méthodologie à suivre pour la conclusion du pacte associatif. Une première étape devait se conclure fin octobre 2005 : l'organisation de consultations et d'auditions, tant des acteurs directement que des conseils consultatifs. Dans une deuxième étape, avant la fin de l'année, les ministres présidents devraient proposer à leurs gouvernements un projet de texte. Le projet sera ensuite discuté dans les deux parlements. D'autres structures intermédiaires seront consultées et le projet pourrait être modifié, l'objectif étant d'arriver à un texte définitif pour la mi-2006.

Les actions prioritaires pour l'Avenir wallon (30 août 2005) comprennent 5 axes prioritaires (créer les pôles de compétitivité, stimuler la création d'activités, alléger les fiscalités sur l'entreprise, doper la recherche et l'innovation en lien avec l'entreprise, susciter des compétences pour l'emploi) qui ne réservent guère de place au secteur non-marchand.

En septembre 2005 a été lancé le site internet des e-colloques pour une Charte sociale wallonne (www.labiso.be). Cinq grands thèmes sont explorés et devraient conduire à la rédaction d'un rapport de synthèse au début de l'année 2006, qui nourrira le projet de texte de charte sociale élaboré par le gouvernement wallon.

¹² La Société wallonne d'économie sociale marchande, en abrégé SOWECSOM, a été constituée le 6 juillet 1995, sous forme de société anonyme. Le 8 décembre 1999, elle a acquis le statut de filiale spécialisée de la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW) et est ainsi devenue société anonyme d'intérêt public.



**ACCORD DU COLLÈGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE
(PS, CDH, ÉCOLO)**

L'ACCORD DU COLLÈGE

Le projet communautaire francophone pour les Bruxellois annonce la continuation des politiques menées et l'application intégrale des accords en faveur des travailleurs du non-marchand. En ce qui concerne le pacte associatif, il annonce que le Collège participera à la réflexion menée par la Communauté française sur sa confection. Le projet propose également d'organiser le subventionnement des fédérations des secteurs de l'Aide aux personnes ainsi que cela existe pour les fédérations des secteurs de la Santé, et annonce la mise en place du Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

La poursuite de l'application des accords du non-marchand suscite des problèmes compte tenu des difficultés financières de l'institution. L'accord 2000-2004 avait bien été appliqué par la COCOF mais la possibilité de financer un nouvel accord 2005-2009 est réduite, le respect des engagements de l'accord 2000-2004 étant déjà difficile. La seule solution envisagée réside dans une majoration de l'aide financière de la Région de Bruxelles-capitale, qui est actuellement en cours de discussion.

Concernant le projet de pacte associatif, le texte élaboré lors de la réunion conjointe des gouvernements wallon et de la Communauté française du 7 juillet 2005 a été transmis au collège de la COCOF qui a décidé de s'associer à l'élaboration du pacte selon les mêmes modalités. Une concertation entre les ministres concernés et le secteur associatif bruxellois est prévue.

Le Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé est une institution dont l'instauration avait déjà été prévue dans le décret de transfert de compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la COCOF du 19 juillet 1993. Sa création a fait l'objet d'un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française. Les parlements de la Communauté française et de la Région wallonne ont déjà approuvé l'accord¹³. L'accord a été approuvé par l'Assemblée de la COCOF le 14 mai 2004 sur proposition des parlementaires¹⁴. Le décret portant assentiment de la COCOF à l'accord de coopération ne semble pas avoir été publié au Moniteur belge.

**ACCORD DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE
(PFF, SP, PJU-PDB)**

L'ACCORD DE GOUVERNEMENT

L'accord de coalition pour la Communauté germanophone insiste en divers endroits sur l'importance du bénévolat et sur la nécessité de mettre au point un plan d'action à ce sujet. La thématique du bénévolat est abordée dans les passages relatifs à divers secteurs, en particulier celui du tourisme. Le gouvernement prévoit un soutien à la formation des bénévoles, des mesures d'accompagnement, des efforts pour susciter le bénévolat auprès des jeunes et une intervention financière dans les coûts de fonctionnement (il n'est pas question de financer le bénévolat, mais bien son encadrement). Des projets de décrets sont en préparation, notamment dans le secteur culturel ; ils contiennent des dispositions pour renforcer le bénévolat. Et une grande consultation sur le bénévolat est annoncée.

¹³ Décret de la Région wallonne du 25 avril 2002, Moniteur belge du 4 juin 2002.
¹⁴ Décret de la Communauté française du 23 janvier 2003, Moniteur belge du 10 février 2003.
Assemblée de la COCOF, session 2003-2004, C. R. n° 8, 14 mai 2004.

Il est incontestable que la société civile – ou la vie associative –, occupe aujourd'hui une place importante dans la société et que, de plus en plus, le monde politique lui reconnaît son utilité et l'associe à son activité. Que le secteur associatif joue un rôle important dans la société belge n'est pas un phénomène récent. La Belgique compte depuis le 19^e siècle une multitude d'associations et la Constitution de 1831 reconnaissait déjà aux citoyens le droit de s'associer. Cependant, son exercice a longtemps été entravé par des dispositions du Code pénal. Ce n'est qu'en 1921 qu'a été adoptée la loi qui concrétise le principe constitutionnel de liberté d'association.

Au fil du temps, les domaines dans lesquels les associations se créent et développent leur activité sont devenus extrêmement nombreux et le rôle des associations de plus en plus incontournable. Au point que dans certains cas l'on considère que les associations remplissent des missions de service public, voire on les désigne comme étant des services publics fonctionnels. C'est-à-dire qu'elles rendent des services, exercent des missions, en lieu et place des pouvoirs publics qui leur reconnaissent la compétence et leur accordent des moyens financiers, matériels ou humains pour les remplir. Dans le contexte particulier de la Belgique, la structuration de la vie associative s'est principalement, mais pas exclusivement, confondue avec celle des grands mondes ou familles politiques ou des piliers. L'évolution sociologique et culturelle des trois dernières décennies principalement a conduit dans certains milieux à une remise en cause de ce compartimentage de la société. Il serait cependant erroné de considérer que la structuration en piliers a complètement disparu.

C'est dans ce contexte, marqué à la fois par l'existence d'un grand nombre d'associations, par la reconnaissance de leur rôle et par l'évolution de la société eu égard aux piliers, que l'on s'est interrogé sur les rapports entre monde politique et vie associative. Comment, d'une part, les partis politiques conçoivent-ils leurs rapports avec le mouvement associatif et quelle place lui réservent-ils dans le fonctionnement politique ? Comment, d'autre part, les partis associés au gouvernement aux différents niveaux de pouvoir ont-ils intégré la dimension « vie associative » dans leurs programmes de gouvernement ? Et où en est la réalisation de leurs projets ? Telles sont les questions qui ont servi de fils conducteurs pour la présente étude.

Si tous les partis politiques reconnaissent le rôle que remplissent les associations, les points de vue des uns et des autres varient et plusieurs lignes de clivage se dessinent entre eux. Certains partis privilégient une relation directe avec les citoyens et insistent d'abord sur cette dimension avant de spécifier la manière dont ils conçoivent le rôle des associations. D'autres au contraire prennent appui sur la vie associative, intermédiaire entre les individus et le monde politique. Certains partis sont méfiants à l'égard du rôle de l'État et des pouvoirs publics, et privilégient dès lors l'action des associations dans un certain nombre de domaines où elles ont acquis une grande expérience, où elles peuvent déceler les besoins et développer des pratiques destinées à les rencontrer. D'autres, au contraire, ont historiquement privilégié l'action des pouvoirs publics, réservant aux associations des missions que ces pouvoirs publics ne peuvent réaliser. Certains partis sont inscrits dans la polarisation de la société, dans sa structuration en piliers, tandis que d'autres ne se reconnaissent pas dans cette organisation de la société et la rejettent nettement. Enfin, combinant en quelque sorte les deux axes d'opposition, certains partis se méfient tout autant des piliers que de l'intervention des pouvoirs publics.

Du côté francophone, les partis politiques qui se sont exprimés se sont tous ralliés à l'idée d'un pacte associatif. Qu'ils le désignent ainsi, ou l'appellent autrement (contrat associatif, par exemple), ils souhaitent une redéfinition des rôles et des responsabilités respectifs et une révision du financement des associations. Pour certains partis, il s'agit d'un projet qui remonte à plusieurs années. Et le monde associatif lui-même a insisté pour que s'élabore un tel pacte. Les partis ont toutefois des conceptions assez différentes sur le degré d'autonomie (d'action, d'organisation, de gestion) qu'il convient d'octroyer aux associations.

Si, d'une manière générale, l'ensemble des partis politiques accorde une place importante à la vie associative et estime qu'elle doit être associée à la prise de décision, en leur sein ou dans les gouvernements, ils sont assez unanimes pour considérer que seul le pouvoir politique, qui repose sur la

légitimité conférée par l'élection, a le droit de décider. D'accord, donc, pour s'enquérir de l'avis de la vie associative mais pas pour lui laisser prendre les décisions.

Les accords de gouvernement touchent par divers biais à la vie associative. Le bénévolat, ou volontariat, est une thématique que l'on retrouve dans plusieurs d'entre eux : améliorer les conditions dans lesquelles les bénévoles offrent leurs services à des associations, permettre à des allocataires sociaux de travailler bénévolement, stimuler les vocations de volontaires sont autant de pistes envisagées par différents gouvernements. Les « accords du non-marchand » destinés à améliorer les moyens attribués aux associations font également l'objet d'engagements de la part de plusieurs gouvernements. Du côté francophone, on rappellera bien entendu le projet de réaliser un « pacte associatif ». Présent dans les accords de gouvernement de la Région wallonne, de la Communauté française, de la COCOF et de la Région de Bruxelles-Capitale, cet engagement ne commence à se concrétiser que pour les trois premiers, de manière transversale. D'une manière assez générale, on observe également la volonté de revoir l'organisation, le fonctionnement et le rôle des organes consultatifs.

Assurément, les rapports entre monde politique et vie associative sont entrés dans l'agenda politique. Un consensus existe quasiment pour considérer qu'il convient d'évaluer la situation et définir de nouveaux modes de coexistence et de complémentarité. Toutefois, les sensibilités des acteurs en présence sont différentes, et les conceptions parfois antagonistes. Comme pour beaucoup d'autres domaines, ce ne sera qu'après débats et sur la base d'un compromis que de nouveaux résultats pourront être engrangés.

Accord de gouvernement fédéral 2003,
« Une Belgique créative et solidaire. Du souffle pour le pays. » (10 juillet 2003).

Accord de gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 2004,
« Un avenir et une ambition pour Bruxelles » (19 juillet 2004).

Accord du gouvernement flamand 2004,
« Vertrouwen geven, verantwoordelijkheid nemen » (22 juillet 2004).

Accord de gouvernement PS-CDH pour la Région wallonne 2004-2009 (9 juillet 2004).

Accord de gouvernement PS-CDH pour la Communauté française 2004-2009 (9 juillet 2004).

Accord de collège, COCOF 2004-2009,
« Un projet communautaire francophone pour les Bruxellois » (juillet 2004).

Vereinbarung zwischen PFF, SP und PJU/PDB über die Bildung einer Mehrheit im Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Legislaturperiode 2004-2009 (2 juillet 2004)

Programmes des partis politiques pour les élections fédérales de 2003 et pour les élections européennes, régionales et communautaires de 2004.

MONDE POLITIQUE ET SECTEUR ASSOCIATIF EN BELGIQUE

UNE PREMIÈRE EXPLORATION DU PAYSAGE POLITIQUE ET DE LA TRADUCTION DES POINTS DE VUE EN PRÉSENCE DANS LES ACCORDS DE GOUVERNEMENTS

*Pierre Blaise, Caroline Sägers (CRISP),
Marc Swyngedouw (ISPO-KUL), Patrick Vander Weyden (KUB)*

Dans le cadre de la préparation de la journée d'étude « État et associations : l'entente cordiale ? », la Fondation Roi Baudouin a confié à l'ISPO-KUL¹⁵ et à la KUB¹⁶, d'une part, au CRISP¹⁷, d'autre part, une étude destinée à éclairer deux facettes complémentaires de la question.

La première de ces facettes concerne le point de vue des partis politiques à l'égard des relations que le monde politique doit entretenir avec la société civile. Les principaux partis francophones et flamands ont été sollicités afin qu'ils présentent leurs positions sur base de leurs derniers programmes électoraux et sur base de positions qu'ils ont adoptées récemment.

La seconde de ces facettes a trait à la manière dont les accords de gouvernement aux différents niveaux de pouvoir ont pris en compte le monde associatif dans leur programme de législature et dans quelle mesure leurs projets ont été mis en œuvre.

Il est incontestable que la société civile – ou la vie associative –, occupe aujourd'hui une place importante dans la société et que, de plus en plus, le monde politique lui reconnaît son utilité et l'associe à son activité.

Au fil du temps, les domaines dans lesquels les associations se sont créées et ont développé leurs activités sont devenus extrêmement nombreux et le rôle des associations de plus en plus incontournable. Au point que dans certains cas l'on considère que les associations remplissent des missions de service public, voire on les désigne comme étant des services publics fonctionnels. C'est-à-dire qu'elles rendent des services, exercent des missions, en lieu et place des pouvoirs publics qui leur reconnaissent la compétence et leur accordent des moyens financiers, matériels ou humains pour les remplir.

Dans le contexte particulier de la Belgique, la structuration de la vie associative s'est principalement, mais pas exclusivement, confondue avec celle des grands mondes ou familles politiques, autrement dit, les piliers. L'évolution sociologique et culturelle des trois dernières décennies principalement a conduit dans certains milieux à une remise en cause de ce compartimentage de la société. Il serait cependant erroné de considérer que la structuration en piliers a complètement disparu.

C'est dans ce contexte, marqué à la fois par l'existence d'un grand nombre d'associations, par la reconnaissance de leur rôle et par l'évolution de la société eu égard aux piliers, que l'on s'est interrogé sur les rapports entre monde politique et vie associative.

Si tous les partis politiques reconnaissent le rôle que remplissent les associations, les points de vue des uns et des autres varient et plusieurs lignes de clivage se dessinent entre eux. Certains partis privilégient une relation directe avec les citoyens et insistent d'abord sur cette dimension avant de spécifier la manière dont ils conçoivent le rôle des associations. D'autres au contraire prennent appui sur la vie associative, intermédiaire entre les individus et le monde politique. Certains partis sont méfiants à l'égard du rôle de l'État et des pouvoirs publics, et privilégient dès lors l'action des associations dans un certain nombre de domaines où elles ont acquis une grande expérience, où elles peuvent déceler les besoins et développer des pratiques destinées à les rencontrer.

¹⁵ Instituut voor Sociaal en Politiek Opiniononderzoek (ISPO), Katholieke Universiteit Leuven (KUL).

¹⁶ Katholieke Universiteit Brussel (KUB).

¹⁷ Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP).

D'autres, au contraire, ont historiquement privilégié l'action des pouvoirs publics, réservant aux associations des missions que ces pouvoirs publics ne peuvent réaliser. Certains partis sont inscrits dans la pilarisation de la société, dans sa structuration en piliers, tandis que d'autres ne se reconnaissent pas dans cette organisation de la société et la rejettent nettement. Enfin, combinant en quelque sorte les deux axes d'opposition, certains partis se méfient tout autant des piliers que de l'intervention des pouvoirs publics.

Du côté francophone, les partis politiques qui se sont exprimés se sont tous ralliés à l'idée d'un pacte associatif. Qu'ils le désignent ainsi, ou l'appellent autrement (contrat associatif, par exemple), ils souhaitent une redéfinition des rôles et des responsabilités respectifs et une révision du financement des associations. Pour certains partis, il s'agit d'un projet qui remonte à plusieurs années. Et le monde associatif lui-même a insisté pour que s'élabore un tel pacte. Les partis ont toutefois des conceptions assez différentes sur le degré d'autonomie (d'action, d'organisation, de gestion) qu'il convient d'octroyer aux associations.

Les accords de gouvernement touchent par divers biais à la vie associative. Le bénévolat, ou volontariat, est une thématique que l'on retrouve dans plusieurs d'entre. Les « accords du non-marchand » destinés à améliorer les moyens attribués aux associations font également l'objet d'engagements de la part de plusieurs gouvernements. Du côté francophone, on mentionnera bien entendu le projet de réaliser un « pacte associatif » transversalement pour plusieurs entités (Région wallonne, Communauté française, COCOF). D'une manière assez générale, on observe également la volonté de revoir l'organisation, le fonctionnement et le rôle des organes consultatifs.

Assurément, les rapports entre monde politique et vie associative sont entrés dans l'agenda politique. Un consensus existe quasiment pour considérer qu'il convient d'évaluer la situation et définir de nouveaux modes de coexistence et de complémentarité. Toutefois, les sensibilités des acteurs en présence sont différentes, et les conceptions parfois antagonistes. Comme pour beaucoup d'autres domaines, ce ne sera qu'après débats et sur la base d'un compromis que de nouveaux résultats pourront être engrangés.

La Fondation Roi Baudouin
Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population
www.kbs-frb.be

La Fondation Roi Baudouin est une fondation d'utilité publique qui a vu le jour en 1976, l'année des 25 ans de règne du Roi Baudouin. La Fondation est indépendante et pluraliste. Nous œuvrons pour améliorer les conditions de vie de la population.

Les dépenses annuelles totales de la Fondation sont de quelques 40 millions d'euros an. Ce budget nous permet de réaliser pas mal de choses au service de la société, mais nous ne pouvons pas tout faire. C'est pourquoi nous choisissons de mettre l'accent sur certains thèmes prioritaires, que nous adaptons aux besoins changeants de la société. Nos programmes centraux pour les années à venir sont: Justice sociale, Société civile, Gouvernance, et Fonds & Philanthropie d'aujourd'hui.

Le programme 'Justice sociale' détecte de nouvelles formes d'inégalité sociale et soutient des initiatives qui accroissent l'autonomie des personnes les plus vulnérables. Avec le programme 'Société civile', nous cherchons à stimuler l'engagement citoyen et à renforcer le mouvement associatif. 'Gouvernance' entend associer plus étroitement les citoyens aux décisions sur les modes de production et de consommation des biens et des services ainsi qu'aux évolutions dans les sciences médicales. Quant au programme 'Fonds & Philanthropie d'aujourd'hui', il vise à encourager des formes modernes de générosité: la Fondation fournit des informations aux donateurs et leur propose toute une gamme d'instruments de philanthropie.

A côté de ces quatre programmes centraux, la Fondation mène aussi plusieurs 'Initiatives spécifiques et structurelles'. Nous menons un projet sur l'aménagement du quartier européen à Bruxelles, soutenons Child Focus et avons conclu un partenariat structurel avec le European Policy Centre.

Précisons encore que tous nos programmes et projets accordent une attention particulière à la diversité culturelle et à l'équilibre des relations hommes-femmes.

Pour atteindre notre objectif, nous combinons différentes méthodes de travail: nous soutenons des projets de tiers, nous développons nos propres projets sur certains thèmes, nous organisons des journées d'étude et des tables rondes réunissant des experts et des citoyens, nous mettons sur pied des groupes de réflexion sur des enjeux actuels et futurs, nous rassemblons autour d'une même table des personnes aux visions très diverses, nous synthétisons les informations ainsi obtenues dans des publications et des rapports (gratuits),...

En tant que fondation européenne en Belgique, la Fondation Roi Baudouin est active au niveau local, régional, fédéral, européen et international. Nous tirons bien sûr parti de notre implantation à Bruxelles, capitale de l'Europe, de la Belgique et des deux grandes Communautés de notre pays.

Vous trouverez de plus amples informations sur nos projets et publications sur notre site internet: www.kbs-frb.be.

Renseignements pratiques par e-mail info@kbs-frb.be ou tél. +32-70-233 728

Fondation Roi Baudouin, rue Brederode 21, B-1000 Bruxelles, +32-2-511 18 40, fax +32-2-511 52 21

Les dons à partir de 30 euros versés à notre compte 000-0000004-04 sont fiscalement déductibles.